

Chapitre 18:

L'économie française de 1945 À 1984.

I-L'évolution de la conjoncture et les politiques économiques.

La **situation économique de la France en 1945** était difficile. Le pays n'avait pas tant été ruiné par l'effort de guerre qu'épuisé et désorganisé par l'exploitation dont il avait fait l'objet de la part de l'Allemagne. Isolé, il avait perdu l'essentiel de ses marchés et de ses fournisseurs. La production industrielle était tombée au tiers de son niveau de 1938; l'appareil productif, qui avait été beaucoup sollicité et peu entretenu, avait terriblement vieilli. L'hiver de la Libération fut très dur: les pénuries imposèrent un sévère rationnement, qui dura jusqu'en 1949 (voyez au chapitre 15). La monnaie avait perdu pratiquement toute valeur: après quatre ans de blocage des prix, contourné par le marché noir, l'inflation faisait des ravages — elle atteignait environ 30% en rythme annuel.

Pourtant il n'y avait eu "que" 600.000 morts; au printemps 1945, le retour d'un million de prisonniers de guerre et de déportés rendit un peu moins aigus les problèmes d'emploi. Les pertes matérielles avaient été peu importantes aussi; elles avaient surtout concerné les transports, qui avaient beaucoup servi et avaient été les cibles privilégiées des bombardements alliés, et certains centre-villes, eux aussi bombardés — les ports de l'Atlantique notamment. Mais l'incertitude et les destructions continuèrent jusqu'à la fin 1944, avec notamment l'offensive allemande dans les Ardennes et des bombardements sur Strasbourg.

A) La reconstruction: 1944-vers 1952.

Dès l'immédiate après-guerre, le gouvernement lança un grand effort national de reconstruction, que l'on baptisa "**la troisième bataille de France**". Jusqu'en 1947, cette campagne bénéficia de l'appui de toutes les forces politiques et syndicales, y compris le P.C.F. et la C.G.T., laquelle en septembre 1944 lança sa propre campagne, sous le nom de "bataille de la production". En 1947-1948, les communistes au contraire tentèrent de désorganiser la production en appuyant des grèves d'allure parfois quasi insurrectionnelle; mais cela ne dura que quelques mois et n'eut que peu d'effets économiques (voyez au chapitre 15).

Les gouvernements de l'après-guerre ne voulaient pas se contenter de reconstruire la France "à l'identique", de gérer la situation économique et sociale comme au XIXe siècle: les mentalités avaient profondément changé depuis une génération. Le personnel politique était désormais convaincu du caractère crucial des problèmes économiques, et décidé à agir en ce domaine. Mais si les hommes politiques s'étaient à peu près définitivement détachés des problématiques étroitement politico-idéologiques des générations antérieures, leur vision de l'action politique n'en continuait pas moins à reposer sur des bases idéologiques très précises. Pour eux, **l'économie était subordonnée au social**: ils voulaient rendre la société française plus juste et plus égalitaire, et c'était dans ce but qu'ils envisageaient de mener de profondes réformes, économiques entre autres.

En particulier, il s'agissait de donner à l'État des possibilités accrues de contrôle de l'économie. On était dans une période où **la foi en l'État était à son zénith** en Europe, pour diverses raisons: les milieux d'affaires et le capitalisme libéral semblaient avoir complètement échoué à gérer la crise et à prévenir la guerre (certains allaient jusqu'à dire qu'ils avaient sciemment provoqué l'une et l'autre); le grand vainqueur du conflit sur le vieux continent, l'U.R.S.S., avait une économie totalement étatisée, et sa victoire semblait prouver le caractère efficace et dynamique d'un tel modèle, à condition, ajoutaient les non-communistes, de le débarrasser de ses dérives politiques et de l'appliquer avec plus de modération, moins de sectarisme et moins de violence que ne l'avaient fait les bolcheviks. Les succès initiaux de l'Allemagne nazie dans le conflit apportaient de l'eau au même moulin; même les États-Unis avaient dû en rabattre sur leur libéralisme traditionnel: bref, les trois grands pays qui avaient occupé l'essentiel de l'attention publique depuis cinq ans semblaient illustrer, chacun à leur manière, que le libéralisme appartenait au passé, que **l'on était entré dans une ère nouvelle, celle de la régulation des économies par les États**. Et puis on sortait d'une période de guerre où les économies avaient été totalement mobilisées: la mentalité d'économie de guerre persistait, d'autant que pour beaucoup le second conflit mondial n'achèverait véritablement qu'avec la reconstruction¹.

Les **hommes au pouvoir** étaient, outre les communistes jusqu'en 1947, un mélange de **socialistes modérés confiants dans les vertus d'un État** régulateur et protecteur et méfiants envers la propriété privée des entreprises, dans la lignée de Louis Blanc, de Jaurès et de la S.F.I.O. des années 1920-1930; et **d'hommes de droite** modérés marqués par les expériences

¹ Plus tard, la guerre froide prit le relais: certains soulignaient le danger d'un trop grand libéralisme face à l'organisation quasi-militaire de l'autre camp — cela reposait encore et toujours sur la conviction, si profondément ancrée dans cette génération, qu'une économie administrée était structurellement plus efficace qu'une économie libérale.

de la guerre et presque aussi hostiles aux patrons que les hommes de gauche (anciens résistants, ils les soupçonnaient toujours d'avoir collaboré, ou tout au moins de manquer de sens de la collectivité). Bien plus bonapartistes et jacobins que libéraux, ils voulaient renouer avec le volontarisme économique du second Empire, avec cet État fort qui avait su, sans gêner la libre entreprise, dessiner les lignes directrices du développement du pays et créer les conditions de la croissance économique, par exemple en encourageant la construction de chemins de fer et en lançant la métamorphose des centre-villes¹.

Les gouvernants de l'après-guerre s'inspiraient notamment de la charte du C.N.R. (voyez au chapitre 13), car c'étaient à peu près tous d'anciens résistants; de l'expérience du **Front populaire**, élevée au rang de mythe non tant à cause de ses succès, plutôt relatifs, que de l'hostilité que lui avaient témoigné les futurs vaincus de 1944, et aussi du fait que c'était le seul et unique gouvernement qui avait tenté de faire quelque chose contre la crise; du *new Deal*, ensemble de mesures relativement cohérent (surtout vu rétrospectivement) et censé représenter la preuve que même l'Amérique avait choisi de s'éloigner du libéralisme — lui aussi avait été un demi-échec, mais peu important en 1945: les États-Unis connaissaient une insolente prospérité; et des **idées de Keynes**, ou plus exactement de ce que l'on croyait, en France, être les idées de Keynes (le grand économiste britannique mourut en 1946, ce qui fit qu'on put lui faire dire ce qu'on voulait). Sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, devint la Bible de toute une génération d'hommes politiques et de grands commis de l'État, cependant que les économistes libéraux, français ou anglo-saxons, tombaient dans l'oubli pour une génération.

Il demeura certes, jusque vers 1983 (et jusqu'à aujourd'hui en ce qui concerne les communistes), des **différences théoriques majeures** entre ceux qui conservaient l'objectif final d'un changement de société, d'un passage au socialisme, et ceux qui au contraire voyaient dans le système mis en place après-guerre la seule chance de sauver ce qui pouvait l'être du capitalisme; comme on était en France, ces débats s'exprimaient évidemment en termes très vifs, très idéologiques (voyez notamment, au chapitre 16, les passages sur les programmes électoraux de Mitterrand dans les années 1970), qui contrastaient avec le consensus profond sur le fond. En réalité, au pouvoir, **les pratiques étaient proches**, car les socialistes modérés avaient renoncé à des réformes de fond trop brutales (sauf dans la brève période 1981-1982), et à droite il n'y avait plus de véritables libéraux. Jusqu'en 1986, aucun gouvernement de droite ne remit en cause les nationalisations de 1945; ce fut Raymond Barre qui nationalisa de fait la sidérurgie en

¹ Ce n'est évidemment que l'une des interprétations rétrospectives du second Empire; il y en a une autre selon laquelle Napoléon III, loin de soumettre l'économie aux intérêts de l'État, a privatisé la gestion du pays en l'abandonnant aux mains des grands capitaines d'industrie, ses compères. À ce sujet, voyez l'introduction du chapitre 3. Mais il importe de souligner ici que la première interprétation a toujours été celle des gaullistes: pour vous en pénétrer, lisez la biographie que Philippe Séguin a consacrée à Napoléon III au début des années 1990.

1978; en 1975, Jacques Chirac se proclamait l'adepte d'"un travaillisme à la française"... Si l'on exceptait le P.C.F., isolé et incapable de peser sur la conduite des affaires du pays, **les débats ne portaient pratiquement que sur des questions de rythme et de dosage des réformes**: de combien fallait-il augmenter le salaire minimum, les allocations familiales, les congés payés? Fallait-il de nouvelles nationalisations?

À côté du personnel politique, et en symbiose de plus en plus étroite avec lui, il y avait, toujours plus incontournables à mesure que les dossiers gagnaient en complexité et que l'État se chargeait de tâches plus nombreuses et plus techniques, les **technocrates**, héritiers lointains des grands commis de la monarchie absolue, hommes d'État et de progrès convaincus que l'économie, pour progresser harmonieusement, devait être guidée, éclairée par un pouvoir fort — celui qu'ils servaient, sans s'engager politiquement, avec l'efficacité que leur conférait leur compétence technique. Ils reconnaissaient à l'État, c'est-à-dire à eux-mêmes, le droit d'intervenir dans les affaires des grandes entreprises pour le bien de la collectivité nationale, mieux assuré par les pouvoirs publics que par les chefs d'entreprise, toujours suspects d'égoïsme et d'étroitesse de vue. J'utiliserai, pour résumer leur conception de la gestion de l'économie, l'adjectif **colbertiste**. Ce milieu existait déjà dans l'entre-deux-guerres, et sans doute même avant: Caillaux peut être tenu pour l'un de leurs grands ancêtres¹. C'étaient eux notamment qui géraient les chemins de fer (avant même leur nationalisation), les pétroles, etc.; ils assuraient la continuité de la gestion du pays au milieu des incessantes crises politiques. Dans les années 1920, ils avaient commencé à prendre en charge les transferts sociaux, qui commençaient à n'être plus négligeables. Au moment de la grande crise, ils avaient commencé à gérer aussi les subventions que l'État commençait à distribuer aux secteurs en difficulté ou à ceux qu'ils souhaitaient voir se développer — l'O.N.I.B. fut l'un des premiers organismes chargés entre autres de ce type de mission (voyez au chapitre 12). Ils s'étaient épanouis sous le régime de Vichy.

En 1945, ils se dotèrent d'un vivier de recrutement, l'École Nationale d'Administration (**E.N.A.**). C'était (c'est) théoriquement une école destinée à former de hauts fonctionnaires, mais, dans l'esprit de l'époque, ceux-ci se mêlaient de très près de la régulation de l'activité économique; avec les nationalisations, nombre d'entre eux, entre deux postes administratifs, se retrouvèrent à la direction d'entreprises; même les entreprises privées firent de plus en plus appel à leurs compétences et à leur entregent — comme elles dépendaient de plus en plus de l'État, elles avaient besoin de dirigeants qui connussent bien les rouages de l'administration, et qui y pesassent. Comme, par ailleurs, de nombreux énarques cédaient aux sirènes de la politique, l'"énarchie" et la classe politique en vinrent à se confondre progressivement, pour le plus grand

¹ Avant d'entrer en politique, il avait été haut fonctionnaire (voyez le chapitre 6).

bien de l'idéologie colbertiste. Le symbole de cette évolution, ce fut l'élection à la présidence de la République, en 1974, d'un accordéoniste énarque¹.

Ces hommes proposèrent aux Français, en matière de gestion globale de l'économie et de la société, ce que certains historiens et économistes ont appelé plus tard le **pacte keynésien de croissance**. En gros, pour les patrons, le contrat était le suivant: des ponctions fiscales accrues et des salaires plus élevés à verser, en échange de la paix sociale, l'une des conditions essentielles de la croissance². Pour les travailleurs, la sécurité et la promesse d'une augmentation régulière du niveau de vie, en échange d'une ambiance générale peu favorable à l'initiative individuelle — ce dont les Français, plus passionnés d'égalité et de sécurité que de réussite et de risque, s'accommodèrent fort bien. Pour les uns et les autres, dans la lignée des leçons que l'on avait tirées des années 1930, l'encouragement systématique à la consommation, notamment sous la forme de salaires élevés (et aussi grâce à la protection sociale, qui limitait le nombre de faibles consommateurs), était censée permettre à la production de croître sans cesse et aux entreprises de continuer à faire des bénéfices. Les ponctions fiscales élevées (et croissantes), aussi bien sur les revenus des ménages que sur ceux des entreprises, servaient à redistribuer la richesse nationale et à financer de nouvelles avancées sociales, donc à entretenir l'essor de la consommation de masse. C'était somme toute, systématisé et étendu aux périodes de bonne santé économique, le cercle vertueux de la relance que Roosevelt avait tenté de lancer en 1933; réamorcé avec plus de vigueur et de clarté d'esprit en France en 1944-1947, il fonctionna durant trente ans³.

Les **nationalisations** de 1944-1945, perçues et présentées non comme des étatisations mais comme des "mises à la disposition de la nation", faisaient de la France un pays à l'économie partiellement administrée. Les houillères du Nord-Pas-de-Calais passèrent sous le contrôle de l'État en décembre 1944, Renault en janvier 1945; c'étaient des nationalisations-sanctions⁴; Renault était censée aussi servir de modèle. La nationalisation des transports aériens

¹ Pompidou et Mitterrand étaient trop âgés pour être énarques; mais Pompidou avait été P.D.G. d'une banque. Parmi les Premiers ministres de la période 1945-1984, Jacques Chirac est énarque aussi. Raymond Barre et Pierre Mauroy, en revanche, ne le sont pas.

² Étaient-ils très convaincus de faire une bonne affaire? Sans doute pas, mais en 1945, ils étaient condamnés à adopter un profil bas. Et puis la tradition d'intervention de l'État dans les entreprises était ancienne...

³ Je vous rappelle qu'un pacte du même genre fut établi à la même époque en Grande-Bretagne par le cabinet travailliste d'Attlee. Mais il fonctionna plus mal, d'une part parce que dans ce pays d'ancienne culture libérale il fut davantage contesté (dès les années 1950 les conservateurs revenus au pouvoir privatisèrent certaines entreprises nationalisées en 1945), d'autre part parce que la croissance économique ne fut pas au rendez-vous. Cependant, personne n'osa réellement le remettre en cause globalement avant l'arrivée de Margaret Thatcher à Downing Street en 1979.

⁴ À Lyon en revanche, les usines de construction de véhicules automobiles utilitaires Berliet, occupées par leurs salariés depuis octobre 1944 (voyez le chapitre 17), furent rendues à leurs actionnaires en 1949, après une longue bataille finalement tranchée par le Conseil d'État.

obéissait davantage à des objectifs de rationalité, à des objectifs stratégiques aussi: en juin 1945 ils furent regroupés dans la compagnie **Air France** (l'appellation elle-même date de 1948). Cela sanctionnait largement un état de fait, tout comme la nationalisation des transports en commun parisiens, qui formèrent une autre régie, la **R.A.T.P.**¹, et celle de la **Banque de France**. Surtout, dans le but de se donner des moyens d'action sur l'ensemble de l'économie pour la rendre viable et forte, en décembre 1945 le gouvernement nationalisa **quatre grandes banques** qui géraient à elles quatre 55% des dépôts bancaires du pays (on disait "les quatre grandes"): c'étaient le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir national d'Épargne de Paris et la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (les deux dernières forment aujourd'hui la B.N.P.). Furent également nationalisées, en 1946, la plus grande partie des **compagnies d'assurance**, l'essentiel des industries de l'**électricité** et le **gaz** (l'ensemble forma une seule entreprise, E.D.F.-G.D.F.), les charbonnages.

L'État se dota de **moyens d'action** impressionnants dans **le domaine conjoncturel**. Les **ministères techniques** se multiplièrent: Industrie, Reconstruction, Ravitaillement, Population... Un Conseil du Crédit, créé en 1945, encadrait le crédit²; la même année, une ordonnance permit au gouvernement soit de bloquer les prix, soit de les taxer (c'est-à-dire de fixer autoritairement les hausses), soit de les placer "en liberté surveillée" — ils étaient alors fixés par la profession concernée, mais le gouvernement pouvait toujours interdire l'application des décisions prises au cours de ces négociations. La plupart des **prix** étaient administrés par l'État, notamment celui des services et celui d'un certain nombre de produits de base: celui du pain ne fut libéré qu'en 1978! Les loyers aussi étaient bloqués au titre d'une loi de 1948 (voyez le chapitre 17). La IV^e République lança aussi une dynamique **politique de recherche-développement**, dont le pays avait bien besoin depuis longtemps et qu'il était sans doute seul à pouvoir assurer, les universités françaises n'ayant pas en ce domaine les traditions de celles des pays anglo-saxons: ce furent dans les années de l'après-guerre qu'apparurent le Centre national de Recherche Scientifique (**C.N.R.S.**)³, le Commissariat à l'Énergie atomique (C.E.A.) en octobre 1945, l'Institut national de Recherche agronomique (I.N.R.A.).

Parmi les innovations économiques de l'après-guerre, je voudrais surtout insister sur la **planification**, car elle illustre très bien la mentalité de l'époque. C'était une idée héritée du C.N.R.⁴; c'était surtout un enjeu idéologique essentiel, car l'économie soviétique était une

¹ Confirmation d'une décision prise par le régime de Vichy en juin 1941, dans la lignée d'une loi de 1938 — le métro était progressivement passé sous la coupe de la Ville de Paris et de l'État depuis les années 1920.

² En faisaient partie le ministre des Finances, le directeur de la Banque de France, des représentants des principales banques. Les banques devaient aussi lui demander l'autorisation d'ouvrir de nouveaux guichets.

³ Fondé en fait en 1939, il ne fonctionna réellement qu'à partir de 1944-1945.

⁴ Et aussi de la technocratie vichyssoise, même si l'on ne s'en vantait point en 1945: en 1942, une équipe dirigée par François Lehideux, le gendre de Louis Renault, avait lancé un Plan de développement national de dix ans, qui évidemment ne fut pas appliqué.

économie planifiée — bien sûr il n'était pas question en France d'une planification autoritaire, ni de bâtir un mastodonte dans le genre du Gosplan: la planification à la française serait **incitative**¹, elle avait pour but de sauver l'entreprise privée et non de la liquider. Mais ce n'était quand même pas tout à fait un hasard si les plans français, en théorie au moins, étaient quinquennaux, comme les plans soviétiques: la volonté de rupture avec le libéralisme était nette. C'est aussi cet arrière-plan idéologique qui explique que les structures du Plan, notamment son Commissariat puis son secrétariat d'État, ont survécu plusieurs décennies à sa décadence.

Ce fut en janvier 1946 qu'un décret du gouvernement provisoire, pris sans consultation de l'Assemblée provisoire et à la veille du départ de De Gaulle, créa un **commissariat au Plan**, dont le premier titulaire fut Jean **Monnet**, entouré au départ d'une toute petite équipe (moins de 30 personnes, installées rue de Martignac)². La mission du Commissariat était, officiellement, de favoriser la reprise de la production et des échanges extérieurs, en particulier dans les domaines où la position française était la plus favorable. Pour ce faire, il fallait augmenter la productivité du travail, assurer le plein emploi, augmenter le niveau de vie de la population et notamment améliorer l'habitat — un ensemble d'objectifs typiques de l'époque, à l'exception du premier qui est de tous les temps.

Le premier Plan, souvent désigné du nom de **plan Monnet**, était censé commencer en 1946 et durer cinq ans, mais il débuta avec un an de retard, en janvier 1947, et il fut prolongé d'un an, jusqu'en décembre 1952, pour coïncider avec la durée de l'aide Marshall. Il s'agissait surtout, pour l'instant, de définir des priorités pour la reconstruction: les six secteurs retenus comme prioritaires furent le charbon, l'électricité, l'acier, le ciment, les matériels agricoles, les transports. Plus tard, s'y ajoutèrent les carburants et les engrais azotés. En termes quantitatifs, le but que se fixait l'équipe de Monnet était de dépasser de 25%, en 1950, le niveau de production de 1929 — ce type d'objectifs chiffrés globaux rappelle aussi pas mal l'U.R.S.S.! La même année 1946 vit, en avril, la naissance de l'**I.N.S.E.E.**, instrument de mesure statistique centralisée indispensable au fonctionnement du Plan: c'est encore aujourd'hui le plus beau "relief" de la planification.

¹ Le mot "incitation" recouvre en gros: des dégrèvements fiscaux, des bonifications d'intérêt, des commandes publiques, des primes, des subventions.

² Fils d'un négociant en cognac, Jean Monnet (1888-1979) avait été délégué au ministère du Ravitaillement pendant la première guerre mondiale; à la fin du conflit, il avait participé à la création du Conseil allié des Transports maritimes. Entre les deux guerres il avait travaillé pour la S.D.N., puis pour différentes banques, notamment américaines; on lui avait confié diverses missions prestigieuses, dont en 1932 la réorganisation des chemins de fer chinois; il avait exercé les fonctions de conseiller au développement auprès de différents pays, dont la Pologne. Il n'avait pas résisté à proprement parler, mais il avait pris part au lancement de l'économie de guerre américaine, et en 1943 il avait rejoint le Comité français de Libération nationale. C'était un Européen convaincu; c'est plus à son œuvre européenne qu'à son œuvre planificatrice qu'il doit d'être entré au Panthéon en 1989 (il fut notamment le premier président de la C.E.C.A., de 1952 à 1955).

En réalité, **la planification en France n'a fonctionné effectivement et utilement que dans cette brève période**: d'une part parce qu'effectivement, en période de reconstruction et de remise en ordre, les entreprises avaient bien besoin de conseils et de directives; d'autre part parce que ce fut le seul moment où les planificateurs eurent les moyens de leurs ambitions: ils contrôlaient la distribution de la manne américaine, dont les entreprises françaises avaient un besoin pressant. Ils eurent de la chance, car aucun financement spécifique n'avait été prévu: comme le déclara plus tard Monnet ou l'un de ses proches, **"l'imprévoyance [avait] payé"**. En 1952, le bilan était positif: la production dépassait de 12% le niveau de 1929; la modernisation de l'appareil productif était en marche. Le secteur privé, méfiant au départ, était rassuré, en tout cas plus personne ne criait au bolchevisme. Le plan Monnet (ou le plan Marshall?) joua un rôle majeur dans le redémarrage des industries de base et de produits d'équipement, ainsi que dans le développement de l'énergie et des transports, par exemple la relance de l'hydroélectricité, le développement des raffineries de pétrole, l'électrification progressive du réseau de chemin de fer, et le programme autoroutier, lancé à partir de 1951. En revanche, il ne parvint pas à empêcher la sidérurgie de stagner, malgré la forte demande liée à la reconstruction: les aciers américains étaient décidément trop bon marché. Négligées, les industries de biens de consommation étaient à la traîne, ainsi, malgré la sollicitude officielle, que le bâtiment et surtout l'agriculture (des sécheresses record, en 1947 et en 1949, aggravèrent la situation dans ce secteur¹).

Enfin, comme je l'ai brièvement souligné dans le passage sur le pacte keynésien, les **réformes sociales** de la Libération, que j'ai présentées au chapitre 15 à cause de leur dimension politique, s'inscrivaient, d'un point de vue économique, dans la même logique keynésienne: plus les travailleurs seraient favorisés, plus ils consommeraient, donc mieux les entreprises se porteraient. Le keynésianisme², en posant que l'essentiel pour qu'il y ait croissance est qu'il y ait le moins de pauvres possible, résolvait miraculeusement la contradiction séculaire entre le social et l'économie, entre les nécessaires dépenses pour alléger les souffrances des plus faibles et l'obligation d'assurer la croissance. On comprend que la gauche démocratique française lui ait été, et dans une certaine mesure lui reste aujourd'hui si attachée... Dans ces conditions, **l'attitude du pouvoir vis-à-vis de la revendication sociale changea du tout au tout**. Avant 1945, à l'exception du Front populaire, les gouvernements la considéraient plutôt comme une nuisance, que l'on gérait par la répression ou par l'"endormissement"³. Désormais, elle était intégrée à la gestion du pays, et le pouvoir la considérait d'un œil relativement bienveillant (la

¹ En 1949, des incendies spectaculaires dans les Landes firent des dizaines de victimes.

² Je parle toujours ici du keynésianisme "de base", à l'usage des politiciens, tel qu'il était en vogue en 1945; pas des théories de Keynes, qui sont un peu plus subtiles — et par ailleurs pleines de contradictions.

³ Référence à "Briand l'endormeur" (voyez au chapitre 6).

droite, toujours bien sûr plus réticente que la gauche, n'en avait pas moins effectué une révolution mentale).

Les syndicats, notamment, passèrent du statut d'empêcheurs de gouverner en rond à celui de "partenaires sociaux", comme on commençait à dire: il était indispensable que les représentants des travailleurs pussent aider l'État à faire pression sur les patrons pour imposer le pacte keynésien. Bien entendu, tout cela se faisait dans le cadre d'une logomachie bien française; les syndicalistes français se fussent fait tailler en pièces plutôt que de reconnaître qu'ils faisaient de la "cogestion", comme on disait en Allemagne, terre dégoûtée de l'idéologie. Mais même la C.G.T. des années 1950, entre deux grèves dures et deux discours incendiaires, acceptait de s'asseoir à la même table que les patrons et les représentants de l'État. Ainsi la sécurité sociale et les allocations familiales étaient gérées "paritairement" par les syndicats et le patronat; pensez aussi aux accord de Grenelle, en 1968, lorsque les syndicats acceptèrent de court-circuiter la révolution pour négocier des avantages sociaux.

Conséquence directe de cette attitude tout à fait nouvelle de l'État envers la revendication sociale, ce fut à cette époque que se constituèrent des "forteresses syndicales" longtemps inexpugnables, comme celle des ouvriers du Livre C.G.T. ou celle des dockers, évoqués au chapitre 17.

En 1949, le rationnement prit fin. Dès 1947, la production retrouva le niveau de 1938; en 1952, nous l'avons vu, elle dépassait de 12% celui de 1929. Au début des années 1950, la croissance était de 4,2% par an en moyenne, bien supérieure à celle de la Grande-Bretagne, inférieure toutefois à celle de l'Allemagne et de l'Italie. L'aide américaine avait grandement aidé à ce redressement: un premier prêt de 650 millions de dollars avait été accordé en mai 1946; à partir de 1948, ce fut l'arrivée de l'aide Marshall; la France en reçut en tout 23%, soit 2,75 milliards de dollars, en grande partie des dons. Mais la réussite avait été cher payée: la durée de la semaine de travail avait augmenté (de 40 à 45 heures en moyenne), le pouvoir d'achat des travailleurs stagnait, la consommation aussi restait à des niveaux inférieurs à ceux des années 1930 — elle n'explosa que dans les années 1950.

De plus, la politique monétaire était un échec à peu près complet. À la Libération, le gouvernement avait dû procéder à une première dévaluation de 12%, qui se révéla très insuffisante; de Gaulle refusa la rigueur prônée par Mendès-France (ponction des trois quarts des liquidités lors d'un échange de billets, blocage des comptes en banque — comme en Allemagne occidentale en 1948) au profit d'un imple échange de billets sans blocage ni ponction. En décembre 1945, au moment d'adhérer au F.M.I., une nouvelle dévaluation ramena le franc à 30% de sa valeur de 1938; c'était encore trop. Très vite l'inflation reprit, à cause de la

remontée brutale de la demande comprimée par la guerre: elle augmentait plus vite que l'activité économique. Les gouvernements hésitaient, de toute façon ils n'avaient pas les moyens d'imposer des politiques monétaires à long terme. En janvier 1948, Mayer, en violation des accords de Bretton Woods, institua un système de "cours multiples du franc", avec un taux plus faible pour les importations, ainsi découragées), et des dévaluations périodiques: en pratique, la France était sortie du S.M.I. En 1952, Pinay stabilisa le franc, mais toujours à un niveau très surévalué; mais la guerre d'Algérie vint rapidement remettre son œuvre en cause.

Malgré tout, les conditions de la "haute croissance" étaient en place.

B) Les années de haute croissance: 1952-1973 (environ).

Durant vingt-deux ans, l'économie française fit preuve d'un dynamisme à peu près indifférent aux péripéties politiques. La croissance s'accéléra encore dans les années 1960, en partie sans doute à cause de la fin des grosses dépenses liées aux guerres coloniales, et du retour à la stabilité politique. En additionnant à ces années la période de la reconstruction, on parle souvent des "**Trente glorieuses**"¹: ce fut la plus longue période d'expansion économique de toute notre Histoire depuis les débuts de l'industrialisation; en trente ans, la France progressa autant que durant tout le XIXe siècle.

1) Les facteurs de l'expansion.

Il y avait à cette incroyable prospérité des causes d'ordre extra-économique: ainsi la **guerre froide** a certainement aidé à l'ancrage de la France dans le camp occidental, à l'affaiblissement des réflexes isolationnistes, et au consensus des Français (communistes exclus) sur l'essentiel; l'économie marche toujours mieux quand la population n'est pas trop occupée à se disputer. Effectivement, la **paix sociale** régna — toute relative, comme vous avez pu le voir aux chapitres 15, 16 et 17, et à l'exception, bien sûr, de la très grave crise de mai-juin 1968. Était-ce une conséquence de la gestion keynésienne de l'économie, ou bien le succès du pacte keynésien

¹ L'expression est de l'économiste Jean Fourastié (1907-1900 — c'est le titre d'un livre qu'il publia en 1979), en référence évidemment aux "Trois glorieuses" de juillet 1830, qui furent des journées (révolutionnaires), pas des années. L'argument du livre est demeuré célèbre: Fourastié compare deux villages, l'un de type sous-développé, l'autre à haut niveau de vie, et révèle à la fin qu'il s'agit du même, décrit en 1946 et en 1975

n'a-t-il été rendu possible que par la paix sociale, conséquence de la haute croissance? C'est l'éternelle question de la poule et de l'œuf. Mais ces facteurs conjoncturels n'expliquaient pas tout: un **changement de mentalité** bien plus profond s'était produit, dans l'ensemble de la classe politique et dans une bonne partie de l'opinion; le repoussoir de la Révolution nationale y avait sans doute joué un rôle notable. Les anciens de la France libre avaient pas mal bourlingué: cela aida aussi à élargir les points de vue. L'ère des Pétain était close, celle des Méline aussi: **on avait pris conscience** des dangers de l'isolement, **de la nécessité de l'ouverture** et de l'ancrage dans le monde développé. De ce point de vue, le contraste est radical entre le nationalisme gaullien et les nationalismes néo-légitimistes ou néo-barrésiens de la IIIe République: j'y ai déjà insisté au chapitre 16.

À partir de la fin des années 1940, la France choisit durablement l'**ouverture économique**: elle adhéra au G.A.T.T. à sa fondation, en 1947. Il est vrai que le processus fut long et progressif: jusqu'à la fin des années 1950, le franc n'était pas convertible et le contrôle des changes était extrêmement strict: les importateurs devaient faire des demandes de licences auprès de l'Office des changes de la Banque de France, seul habilité à leur fournir des devises; les exportateurs étaient soumis au même régime, c'est-à-dire qu'ils devaient confier leurs devises à l'Office des changes. La France traînait des pieds pour réduire droits de douane et contingentements¹. La croissance restait largement endogène, peu liée aux progrès de l'exportation. Les choses changèrent progressivement avec les débuts de la construction européenne, à laquelle la France prit une part majeure dès le début des années 1950, mais qui ne se concrétisa qu'au début de la décennie suivante; tandis qu'entre 1954 et 1962 la perte de l'Empire colonial convaiquit progressivement hommes politiques et décideurs de la nécessité d'une réorientation des échanges en direction du monde développé (voyez au chapitre 14, notamment les passages sur le "cartiérisme"). De plus, à partir de la fin des années 1950, les technocrates et les hommes politiques commencèrent à considérer que les bases intérieures de l'expansion étaient assez solides pour supporter une ouverture accrue².

Ce fut dans les années 1960 que les exportations devinrent une composante essentielle de la croissance, tandis que la monnaie, désormais pleinement intégrée au S.M.I., profitait des dernières années de stabilité de celui-ci. La France avait de nouveau avec qui commercer: trois de nos principaux partenaires, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, connaissaient eux aussi des croissances très élevées: elles s'entretenaient mutuellement³.

¹ Contingenter une importation, c'est la limiter en quantité; c'est une mesure plus brutale que de la limiter par le seul jeu des tarifs douaniers.

² Voyez à ce propos les passages que j'ai consacrés, dans le chapitre 8, au débat sur le protectionnisme, notamment la note où j'évoque le possible rôle positif du protectionnisme au moment du *take-off* d'une économie — le même raisonnement peut être suivi pour une économie en ruines, à reconstruire.

³ La Grande-Bretagne en revanche s'enfonçait dans les difficultés, surtout parce que son appareil productif était suranné (c'est là que la révolution industrielle a commencé), et aussi parce que des gouvernements de couleurs

Le **rôle de l'État** doit être évoqué également. Fort (surtout à partir de 1958 — mais l'efficacité de la technocratie avait largement permis de limiter les dégâts sous la IV^e République), volontariste et interventionniste, il parvint en gros, dans le contexte très favorable de la croissance, à limiter les dysfonctionnements qui lui étaient fatalement liés. Ou était-ce le contraire, la croissance n'était-elle si vive que parce qu'elle était encadrée par l'État? L'invétééré libéral que je suis ne peut s'empêcher de souligner que l'Italie faisait mieux que la France, alors que l'État y a toujours été faible... sans parler des États-Unis!

L'État dépensait beaucoup, notamment pour moderniser les infrastructures (ainsi la multiplication des H.L.M. contribua à la prospérité du bâtiment; à partir de 1955, la Compagnie nationale du Bas Rhône-Languedoc — la C.N.R., créée en 1924 — lança l'aménagement systématique du second fleuve de France), pour stimuler la production, pour corriger les inégalités sociales — correction dont les effets économiques étaient importants, comme je l'ai montré plus haut: les entreprises nationalisées servaient toujours de modèle social, la régie Renault notamment — ce fut elle par exemple qui testa la troisième semaine de congés payés en 1955, deux ans avant sa généralisation. Il **encadrait l'économie**, notamment par le biais de la planification; la brutale expansion du secteur public en 1945 avait abouti à lui donner un rôle essentiel dans les nombreuses filières du secteur privé qui dépendaient des entreprises nationalisées. Certaines entreprises bénéficiaient d'incitations fiscales, d'autres de subventions pour compenser une partie de leurs charges, afin de leur permettre de dégager des marges d'autofinancement. Ce fut aussi l'État qui organisa l'immigration grâce à l'O.N.I. (voyez au chapitre 17): il contribua ainsi à **réduire les frictions sur le marché du travail**, ce qui aida à la persistance de la prospérité.

Des **facteurs proprement économiques** jouèrent aussi. La productivité du travail et du capital augmenta; différents facteurs de friction jouaient moins, ainsi les entreprises, mieux gérées, se livraient à moins de gaspillages, l'augmentation de leur taille aboutissait à des économies d'échelle¹; la concurrence progressait, ce qui permettait une meilleure disponibilité des produits, mais aussi de limiter la hausse des salaires et des prix; l'information économique circulait mieux, les mentalités des chefs d'entreprises étaient moins malthusiennes, moins rétives à l'économie.

Concernant le **facteur travail**, il faut d'abord noter la **hausse des effectifs employables**, grâce à l'exode rural, aux effets du baby-boom à partir des années 1960, puis à

politiques opposées se succédèrent à un rythme rapide, sans jamais être capable d'imposer une politique suivie. Cette situation dura jusqu'à l'arrivée de Margaret Thatcher à Downing Street en 1979.

¹ Voyez au chapitre 8 pour la définition.

ceux de l'immigration et du rapatriement des Français d'Algérie; cela dit, en réalité la population effectivement employée augmentait peu, malgré le plein emploi, car les études s'allongeaient et les femmes, jusqu'aux années 1960, étaient encore relativement peu présentes sur le marché du travail. **La population active diminuait en proportion** de la population totale. Mais **la main-d'œuvre était de meilleure qualité**, plus productive, grâce aux progrès de l'instruction: elle migrait des secteurs les moins productifs (l'agriculture, l'artisanat, le commerce) vers les secteurs les plus productifs (l'industrie lourde dans les années 1950, les industries de biens de consommation et le tertiaire dans les années 1960). Elle était aussi plus efficacement employée, grâce notamment à la généralisation des "3x8"¹. La durée effective du travail, après avoir beaucoup augmenté dans l'immédiate après-guerre, ne diminuait que lentement, malgré la troisième semaine de congés payés accordée par Guy Mollet en 1957 — en 1962, la semaine de travail, congés exclus, était de 46 heures en moyenne, ce dont les travailleurs ne se plaignaient guère, car au-delà de 40 heures ils étaient payés en heures supplémentaires. Du fait des tensions dues au plein-emploi prolongé, elle commença à diminuer dans les années 1960; en 1968, de Gaulle dut accorder une quatrième semaine de congés payés.

Concernant le **facteur capital**, il faut noter une hausse continue des investissements, encouragée par celle de l'épargne (les patrons empruntaient de plus en plus aux banques, et ce n'était possible que parce que celles-ci collectaient une part de plus en plus importante de l'épargne des particuliers); et l'amélioration des conditions d'utilisation et de renouvellement des équipements grâce à la modernisation des entreprises, à la machinisation et à la robotisation, aux progrès techniques; enfin, à une meilleure rotation des équipements.

Mais le facteur majeur de la prospérité, ce fut la **hausse de la demande globale**. La population augmentait; surtout, à partir des années 1950 les Français entrèrent dans l'ère de la **consommation de masse**: ils avaient plus d'argent (de 1950 à 1958 la hausse du pouvoir d'achat du salaire horaire atteignit les 40%) et avaient un besoin moins pressant d'épargner qu'avant-guerre, du fait de la sécurité dans laquelle ils vivaient désormais — malgré tout, ils épargnaient de plus en plus, mais les taux d'épargne étaient sans commune mesure avec ceux du Japon, pays dépourvu de sécurité sociale. Les équipes keynésiennes au pouvoir, tout en faisant attention à l'épargne dont dépendait la capacité d'emprunt, donc d'investissement des entreprises, les encourageaient plutôt à consommer, par le biais des revenus, notamment des salaires, des transferts sociaux, des prix fixes pour les produits de première nécessité, mais aussi de facilités accrues pour emprunter: l'État encadrait le crédit dans un sens favorable aux emprunteurs, sauf en période de plan de rigueur. Les taux de remboursement des emprunts étaient à peine supérieurs à l'inflation; certaines catégories d'emprunteurs recevaient des bonifications d'intérêts.

¹ C'est-à-dire que trois travailleurs occupaient successivement le même poste, ce qui permettait de le maintenir en activité 24 heures sur 24. Les conséquences sociales de cette pratique, notamment sur les travailleurs de nuit, sont un autre thème...

Les années 1950 marquent l'aube de la **société de consommation**, laquelle s'épanouit dans les années 1960. Les foyers s'équipèrent peu à peu en **meubles** (ce fut l'âge du formica) et en **produits électro-ménagers**, ces "choses" dont Pérec a fait l'inventaire et que les soixante-huitards détestaient tant (voyez le chapitre 16); l'**automobile** devint un produit courant, grâce notamment à la 2CV (mise au point en 1939, réellement commercialisée à partir de 1948), à 4CV de Renault, sortie en 1946 — ce fut aussi l'époque de la Fiat 500, du scooter (vers 1945), de la Vespa (1946), et, pour les plus grosses cylindrées, de la D.S. (1955)¹... Déjà 30% des ménages possédaient une automobile en 1960; en 1973, ils étaient 62%, dont 9% en possédaient deux. Les **loisirs** se démocratisaient (le disque **microsilon** apparut en 1946 aux États-Unis, vers 1952 en France, et le 45-tours en 1949). La **télévision** fit son apparition, comme les **voyages touristiques organisés** en France et à l'étranger; ces deux types de produits ne devinrent populaires que dans les années 1960 (dans les années 1950, on allait au café regarder la retransmission télévisée du tour de France); les classes moyennes devenaient propriétaires de leur **logement** et il s'en construisait des centaines de milliers par an, ce qui se traduisit par une explosion de tous les secteurs liés au bâtiment.

Il apparaissait de **nouvelles catégories de consommateurs**, notamment, dans les années 1960, les adolescents (voyez le film de Truffaut *L'argent de poche* — il fit la prospérité des industries du disque et du cinéma), mais aussi les paysans; les personnes âgées n'en faisaient pas encore vraiment partie (entre autres parce que jusqu'aux années 1970, assez rares étaient les travailleurs qui avaient cotisé pendant les trente-sept ans et demie qui, en France, donnent droit à une retraite complète — Pierre Perret moquait encore la maigreur des retraites dans les années 1960²); mais malgré tout elles vivaient de mieux en mieux, donc consommaient un peu plus — et elles étaient de plus en plus nombreuses. Même les enfants commençaient à devenir des "prescripteurs de consommation"...³ L'État veillait à l'augmentation des revenus les plus modestes: en 1952, le S.M.I.G. fut indexé sur l'inflation. Les **entreprises** aussi tiraient la consommation à leur manière: ainsi leurs investissements faisaient le bonheur des industries de biens d'équipement.

2) La gestion de l'expansion: les politiques économiques.

¹ Un succès à court terme (la D.S. était à l'époque l'un des symboles de la réussite sociale), un gros problème à long terme pour Citroën, pour cause de suspension trop douce. Il paraît que la marque a passé les années 1970 et 1980 à tenter de reconquérir les enfants des conducteurs des D.S. des années 1950, qui y avaient copieusement été malades!

² « On l'appelle cuisse de mouche, fleur de banlieue
Sa taille est plus mince que la retraite des vieux... »

³ Les grandes entreprises ne mirent pas longtemps à comprendre l'intérêt qu'il y avait à choyer ces cibles nouvelles. Ce fut en 1958 que les lessives Bonux, une marque de la multinationale américaine Procter & Gamble, commencèrent à glisser, dans leurs paquets "super-économiques" de lessive à "performance blancheur", les fameux "cadeaux Bonux". Les enfants étaient censés faire pression sur leurs parents pour l'achat de cette marque; par la même occasion, le nom de Bonux imprégnait leurs chères têtes blondes, ce qui était censé en faire de futurs consommateurs.

Durant la IV^e République, l'expansion économique, pourtant réelle, fut obérée par les problèmes politiques: on parlait de "**l'expansion dans l'impuissance**". L'instabilité ministérielle empêchait toute action politique à long terme; mais les technocrates restaient en place d'une crise à l'autre et avaient des idées bien arrêtées. Les guerres coloniales empêchèrent les gouvernements d'atteindre leurs objectifs d'équilibre budgétaire et provoquèrent une explosion de la dette intérieure et extérieure de l'État; elles perturbèrent la politique monétaire, notamment en entretenant l'inflation, qui atteignait les 6% par an dans les années 1950. Pour les détails événementiels, je vous renvoie au chapitre 15.

Malgré tout, il est possible de dégager un certain nombre de constantes de l'époque. La gestion de l'économie était un peu moins dirigiste que dans la période précédente. **La planification s'assouplit**: la réussite du plan Monnet était le résultat d'une conjoncture tout à fait exceptionnelle, le prolongement, d'une certaine mesure, de l'économie de guerre; mais dès le début des années 1950 la planification perdit de son utilité, les chefs d'entreprises rechignèrent de plus en plus à s'y plier et les gouvernements, craignant qu'elle ne vînt à représenter une gêne pour l'économie, la laissèrent s'étioler peu à peu. L'état d'esprit avait bien changé à Matignon: en 1952, l'arrivée de Pinay au pouvoir marqua le retour aux affaires d'une fraction de la classe politique fort éloignée des mentalités et des rêves de la Libération — même si, j'y ai insisté au chapitre 15, il ne faut pas faire de Pinay un libéral: moins keynésien que ses prédécesseurs, il demeurait fondamentalement un colbertiste. En 1952, le commissariat au Plan passa aux mains de libéraux (en tout cas, de plus libéraux que Monnet).

Le deuxième plan (1954-1957) et le troisième (prolongé et modifié par un "troisième plan bis" en 1959-1961) mettaient encore l'accent sur la modernisation et l'équipement du pays, avec un intérêt accru pour l'agriculture et les industries de biens de consommation, ainsi que pour le logement. Les planificateurs essayaient également de faire progresser la productivité en encourageant la recherche, les concentrations et la spécialisation des entreprises.

Les gouvernements renoncèrent progressivement à impulser directement la politique monétaire, et le contrôle des prix s'assouplit¹. Mais le **poids de l'État dans l'économie** restait important: ainsi, à partir de 1955, le gouvernement choisit de "débudgétiser" les investissements, source de déficit public et donc d'inflation, mais ce fut pour les confier aux

¹ Dès 1947, René Mayer avait critiqué la fixation autoritaire des prix et des subventions, la lourdeur de la fiscalité: les risques d'ankylose étaient grands, les prix administrés aboutissaient à protéger certains secteurs archaïques comme le petit commerce.

grands établissements publics nationalisés, notamment la Caisse des Dépôts et Consignations¹ qui finançait entre autres le logement social et les grandes infrastructures. En 1954, eut lieu une modernisation décisive du système fiscal avec l'apparition de la taxe à la valeur ajoutée (**T.V.A.**), un impôt moins juste socialement que l'impôt sur le revenu, car il n'est pas progressif, mais commode à collecter et indispensable dans une économie moderne fondée sur les échanges. L'État bénéficiait de **moyens de régulation conjoncturelle** bien supérieurs à ceux d'aujourd'hui, surtout en l'absence des contraintes liées au chômage: l'inflation et le déficit extérieur, notamment, étaient encore des armes auxquelles toutes les équipes au pouvoir s'autorisaient à recourir. Mais la régulation conjoncturelle était délicate, les gouvernements oscillaient sans cesse entre la **relance**², qui débouchait rapidement sur la surchauffe³ (comme en 1950 et en 1956), et la **rigueur**⁴, qui freinait la modernisation de l'économie et provoquait des tensions sociales — voyez, au chapitre 15, le plan de rigueur de Pinay en 1952. Tout ceci, en période de prospérité, n'était pas dramatique.

Dans les années 1960, le dirigisme recula un peu plus: la croissance s'entretenait d'elle-même, les rigueurs de l'après-guerre devenaient désuètes. De plus, avec la fin de la reconstruction, l'État n'avait pas besoin de jouer un rôle aussi important dans l'investissement — sa part était passée de 47% en 1949 à 23% en 1958. On exigea un peu plus d'efficacité et de rentabilité du secteur public, dont le rôle de modèle social commençait à peser un peu lourd sur le budget. La planification continuait son lent effacement — le quatrième plan dura de 1962 à 1965; le cinquième, le premier à avoir été effectivement quinquennal, de 1966 à 1970; le sixième Plan fut perturbé par la crise monétaire et pétrolière, il fallut adopter un Plan intérimaire avec quatre priorités nouvelles: l'énergie, le commerce extérieur, l'emploi, les inégalités sociales. De plus en plus, il s'agissait non plus de réorganiser l'économie, mais d'équilibrer la croissance économique dans le but de stabiliser les prix, car les tensions inflationnistes étaient croissantes. On "naviguait à vue", sans buts précis à long terme, les objectifs étaient revus régulièrement en fonction de quatre "indicateurs d'alerte" mensuels: bref, c'était de moins en moins de la

¹ C'est l'oragnisme qui gère, depuis sa création en 1816, les dépôts des notaires; depuis 1931, les fonds collectés par les caisses d'épargne; depuis 1945, les ressources de la Sécurité sociale, des organismes de retraite, des compagnies d'assurances et des institutions de prévoyance. Son président était François Bloch-Lainé.

² La relance, cela consiste à encourager la consommation, par exemple par des baisses d'impôts et de taux d'intérêt, et l'investissement; à lancer des programmes publics (par exemple des grands travaux), etc...

³ La surchauffe, c'est quand la croissance s'emballe et devient incontrôlable, ce qui débouche sur des désordres, par exemple un endettement excessif des ménages et de l'inflation. Pour éviter une grave crise du type de celle d'octobre 1929 aux États-Unis, il faut alors "refroidir" l'économie, en décourageant provisoirement l'investissement et la consommation.

⁴ La rigueur, c'est, en gros, "refroidir" l'économie et essayer d'en revenir aux grands équilibres: ceux des comptes extérieurs, généralement mis à mal par un excès de consommation (les produits étrangers sont tentants quand on a les moyens) et celui du budget, généralement mis à mal par les mesures de relance. En effet, si l'équilibre budgétaire es est rompu, l'État et le pays vivent à crédit: un jour, il faudra rembourser.

planification et de plus en plus de la prévision qui n'osait pas dire son nom — d'autant que les gouvernements s'étaient également mis en tête de régionaliser le Plan.

En même temps, **la restauration de l'autorité de l'État permet plus de hardiesse**, une fois résorbés les déficits hérités de la IV^e République (de Gaulle affirmait: « j'ai trouvé les caisses vides »): l'entrée définitive du franc dans le système monétaire international en décembre 1958; un début de démantèlement du contrôle des changes (mais l'État conservait entre autres un droit de contrôle sur les investissements étrangers dès lors qu'ils dépassaient 20% du capital d'une entreprise française) et l'application progressive de la libéralisation des échanges prévue par le traité de Rome.

L'économie était toujours gérée selon une logique keynésienne, sociale en dernière analyse, et, malgré l'ouverture accélérée au monde, **sur un mode fort nationaliste**. Ainsi il y eut une tentative pour faire évoluer le système monétaire international dans le sens d'une moindre dépendance vis-à-vis du dollar (ce fut l'un des aspects du "pool de l'or" lancé en 1960). Parmi les grands programmes économiques gaulliens, il faut évoquer le "**plan calcul**", lancé en 1963 pour mettre la France au niveau de l'Amérique en matière d'informatique militaire; le projet **Concorde**, lancé en 1962 en coopération avec les Britanniques, et qui aboutit aux premiers vols supersoniques civils de l'Histoire, en 1976¹; la mise au point d'**une technique française de télévision en couleurs, le S.E.C.A.M.**²; le développement d'une "filiale française", c'est-à-dire là aussi d'une technique particulière à la France, d'enrichissement de l'uranium; et surtout le développement d'une **industrie nucléaire civile**, moins en fait à cette époque pour assurer l'indépendance énergétique du pays, car les hydrocarbures étaient encore bon marché et la France en bons termes avec les pays arabes, que pour rentabiliser les coûteux programmes de recherche militaire: les premières centrales nucléaires (Chinon, Saint-Laurent des Eaux, le Bugey) furent opérationnelles à la fin des années 1960.

À l'exception du nucléaire, ces programmes n'ont donné que de bien pauvres résultats. Le pool de l'or fit long feu du fait de la faiblesse persistante de la livre sterling; en 1969 il fallut abandonner la filière électronucléaire française au profit d'une technologie américaine; le plan calcul fut un échec; le procédé S.E.C.A.M. n'a jamais été vendu qu'aux pays de l'Est et il est aujourd'hui abandonné; Concorde fut une réussite technique mais un échec commercial: aucun des 16 appareils construits n'a été vendu. On se console en soulignant que tout cela a contribué à développer des savoir-faire...

¹ Sur Paris-Dakar-Rio de Janeiro et Londres-Bahrein.

² Dans un esprit encore plus ouvertement protectionniste, sur pression des fabricants français de télévision, jusqu'en 1966 le gouvernement maintint, pour le noir et blanc, une norme "819 lignes" incompatible avec les standards allemands et anglo-saxons.

Du point de vue de la **politique économique structurelle**, les gouvernants et les technocrates des années 1960 et du début des années 1970 se concentrèrent sur l'intégration européenne, malgré la mauvaise humeur intermittente de De Gaulle (les derniers droits de douane à nos frontières avec les autres pays de la C.E.E. disparurent en 1968; la P.A.C. démarra en 1962), et plus généralement sur l'ouverture économique du pays; sur l'aide à l'agriculture et à l'aménagement du territoire; et aussi sur la modernisation des entreprises et la concentration industrielle. Dans chaque branche, dans une logique très colbertiste, les dirigeants du pays encourageaient une ou deux entreprises pilotes auxquelles ils tentaient de conférer une dimension européenne, voire mondiale: les médias appelaient cela "jouer au **Meccano industriel**". Ce fut ainsi que les deux constructeurs privés d'avions, Dassault et Bréguet, furent "encouragés" à fusionner en 1971, et qu'en 1974 Renault absorba Berliet, un constructeur lyonnais de véhicules utilitaires (aujourd'hui l'entreprise s'appelle R.V.I.). Dans le secteur bancaire, la B.N.P. (Banque Nationale de Paris) naquit en 1966, par fusion du Comptoir national d'Escompte de Paris et de la Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie. La même année, la sidérurgie fut restructurée autour de trois pôles: Usinor, Sacilor et Creusot-Loire¹. En revanche, le ministère de l'Industrie intervint pour empêcher le baron Empain, un industriel du textile, de prendre le contrôle du groupe Schneider, trop impliqué dans le programme nucléaire pour tomber dans l'escarcelle d'un homme peu fiable, soupçonné d'incompétence et d'aventurisme.

La continuité l'emporta en matière de **régulation conjoncturelle**. Le plan Pinay-Rueff de 1958 était un classique plan de rigueur: il s'agissait d'en finir avec l'inflation, plaie des années 1950, par une compression des dépenses publiques, une hausse des impôts et le lancement d'un grand emprunt (c'était une politique de déflation, visant à diminuer la masse monétaire en circulation); une dévaluation de 17,4% s'y ajoutait, afin d'assainir la situation monétaire et de permettre au franc d'entrer définitivement dans le S.M.I. Il y eut un nouveau plan de refroidissement de l'économie en 1964, après un épisode de surchauffe qui s'était traduit notamment par une inflation de 5,5% en 1962, et indirectement par la grande grève des mineurs de 1963²: entre autres, les prix furent de nouveau bloqués pour plus d'un an (jusqu'au début

¹ La sidérurgie a été l'une des cibles favorites du Meccano industriel — en voici le détail exact, pour les insomniaques sévères et les vrais poètes. L'Union sidérurgique du Nord (Usinor) a été créée en 1948 par fusion de Denain-Anzin et des Forges et aciéries du Nord et de l'est; en 1966, elle a absorbé Lorraine-Escaut, créée en 1953. L'Union sidérurgique lorraine (Sidelor) est née en 1950, par fusion de l'ancienne Pont-à-Mousson et de la Sollac (l'ancienne compagnie de Wendel). Cette dernière entreprise s'est unie en 1973 à Creusot-Loire, l'ancien groupe Schneider (la dénomination date d'une restructuration effectuée en 1963 — Creusot-Loire était déjà affaiblie par une fusion hasardeuse que l'État lui avait imposée en 1970 avec la Compagnie des Forges et Aciéries de la Loire, née en 1960 du regroupement de plusieurs entreprises stéphanoises); l'ensemble a fusionné en 1982...

² En période de surchauffe, les employeurs manquent de travailleurs: ceux-ci se trouvent donc en position de force pour imposer leurs exigences. Ces pourquoi ces périodes, paradoxalement, sont souvent plus agitées oscialement que les périodes de difficultés où les gens craignent pour leur emploi. En ce qui concerne la grève des mineurs de 1963, il faut ajouter que l'État était en train d'essayer de restructurer ce secteur, déjà menacé par la

1965), et l'on en revint à un strict équilibre budgétaire (le ministre des Finances était alors Valéry Giscard d'Estaing). Les crises de 1968-1969 n'affectèrent pas directement et immédiatement l'économie, malgré un mois d'inactivité, une nouvelle dévaluation (précédée d'un nouvel épisode de contrôle total des prix à l'automne 1968), et des charges supplémentaires pour les entreprises à cause des accords de Grenelle (on n'en ressentit les effets qu'à long terme). De 1969 à 1973 la continuité persista, malgré l'aggravation du problème de l'inflation (elle atteignait 5% en 1970; 6,9% en 1972).

3) les résultats.

Dans les années 1950 et 1960, la **croissance** de l'économie française atteignit un rythme inconnu jusque-là: 4,6% entre 1950 et 1959; 5,5% entre 1960 et 1969¹. Ces performances étaient supérieures à celles de la Grande-Bretagne (3,0% et 3,2%) et des États-Unis (3,5% et 3,9%), mais inférieures sur l'ensemble de la période à celles des trois grands vaincus de la seconde guerre mondiale: l'Italie (5,4% et 5,1%), l'Allemagne (8,6% et 4,8%) et le Japon (9,5% et 10,5%), qui partaient, il est vrai, de bien plus bas. Dans les années 1960, cependant, les performances de la France dépassaient celles de l'Italie et de l'Allemagne...

L'**investissement** connut un essor spectaculaire: en 1974; il était de 24% du P.I.B.: c'était le taux le plus élevé de toute l'O.C.D.E., le Japon excepté (aux États-Unis, l'investissement ne représentait que 18% du P.I.B.). L'épargne avait progressé (elle était passée de 12% du revenu disponible des ménages dans les années 1950, à 17,5% en 1973), ce qui compensait la baisse progressive des capacités d'autofinancement des entreprises: elles avaient de plus en plus recours au crédit bancaire. Les **exportations** représentaient 14,5% du P.I.B. en 1973, en nette progression même si ces chiffres étaient toujours inférieurs à ceux du Royaume-Uni et de la R.F.A. Le commerce extérieur connut une véritable révolution: de 1959 à 1973, le commerce avec la zone franc, c'est-à-dire en gros l'ancien Empire colonial, diminua de 87% pour les importations et de 84% pour les exportations, tandis que le commerce avec la C.E.E. (dans ses limites de 1972) augmentait de 55% pour les importations et de 70% pour les exportations!

Surtout, les **structures de l'économie** se modifièrent profondément. L'agriculture recula, de 12,8% du P.I.B. en 1949 à 6,4% en 1973, tout en se modernisant décisivement, et l'industrie, de 52,7% à 41,8% — mais, vus les taux de croissance, ces chiffres n'avaient rien de

concurrence internationale; et pour les travailleurs, restructuration est toujours synonyme de dégraissages des effectifs.

¹ Contre 1,8% par an en 1896-1929 et 0,9% en 1929-1951.

catastrophique; tandis que les services progressaient spectaculairement, de 34,5% (dont 12,5% pour le commerce et 6,6% pour le transport) à 51,8% (dont 11% pour le commerce et 6% pour le transport); mais à cette époque, les activités de services les plus dynamiques étaient celles liées à l'industrie, comme les banques et les assurances, les agences de publicité, les cabinets d'expertise comptable, de conseils juridiques et fiscaux. Je reviendrai en détail sur ces évolutions dans la deuxième partie de ce chapitre. La **taille des entreprises**, aussi bien industrielles que commerciales ou agricoles, augmentait rapidement: en 1970, 63% des entreprises françaises avaient plus de 500 salariés; elles employaient 57% de la main-d'œuvre. La part des exploitations agricoles de moins de vingt hectares passa de 40% de la S.A.U. en 1955, à 25% en 1970. Ce fut à cette époque, au tournant des années 1960, qu'apparurent les premiers super- et hypermarchés; cependant, les petits commerçants protestèrent tellement qu'en 1973, l'ouverture de grandes surfaces fut sévèrement règlementée par la loi Royer.

Du fait de son ouverture croissante, **l'économie française se spécialisa** dans les branches les plus concurrentielles: produits agricoles et alimentaires, matériels de transport; tandis que les particuliers et les entreprises bénéficiaient d'importations à meilleur marché de matériaux plus performants: on peut citer l'exemple des produits électro-ménagers italiens ou des machines-outils allemandes. Malgré les obstacles encore sérieux à l'époque, de plus en plus d'entreprises étrangères s'installaient en France.

Bref, en vingt-cinq ans, **la France s'était débarrassée de la plupart des archaïsmes et des goulets d'étranglement** que son économie traînait depuis le troisième tiers du XIXe siècle. Elle avait euthanasié le petit paysan improductif, ou plus exactement elle l'avait recyclé sans trop de douleur, lui ou son fils, en ouvrier ou en employé; elle avait bien avancé la liquidation de la petite boutique balzacienne, et l'usine-atelier paternaliste et gérée par le patron "de droit divin" n'était plus qu'un souvenir, au moins dans les secteurs dynamiques — mais elle avait de beaux restes dans le textile et la chaussure notamment. Ces acquis sont encore sensibles de nos jours: la France demeure, malgré toutes ses difficultés, la quatrième puissance économique mondiale, et continue à tenir son rang en matière d'innovation et de dynamisme dans la plupart des secteurs.

Mais les difficultés recommencèrent avec la crise énergétique et monétaire mondiale des années 1970, qui brisa le cercle vertueux de la croissance; surtout, elle révélèrent l'inadaptation du modèle keynésien-colbertiste, mis en place à la Libération et maintenu dans ses grandes lignes depuis lors, malgré un certain nombre d'assouplissements que je viens d'évoquer.

C) Les difficultés des années 1970 et du début des années 1980.

À partir du début des années 1970, l'économie mondiale commença à montrer des signes de dérèglement; la France, pays parmi les plus développés et les plus ouverts de l'époque, en souffrit. Il y eut d'abord le dérèglement progressif du système monétaire mondial, accéléré par la suspension (définitive) de la convertibilité du dollar en août 1971; il s'accompagnait un peu partout de tensions inflationnistes de plus en plus fortes. Il y eut aussi les tensions croissantes entre producteurs et consommateurs d'énergie, qui débouchèrent, en octobre 1973, sur la réunion de Koweït City où les membres du cartel des producteurs de pétrole décidèrent unilatéralement une augmentation brutale des prix: ceux-ci quadruplèrent entre 1974 et 1976, ce fut le premier choc pétrolier. Un second suivit après la Révolution islamique en Iran en janvier 1979: à nouveau, les prix du pétrole quadruplèrent.

En France, on n'assista pas à un effondrement brutal de l'économie, comme aux États-Unis ou en Allemagne en 1930-1932; il n'y eut aucune année de récession au sens strict, c'est-à-dire de recul global de la production (tous secteurs confondus), mais on entra progressivement dans **une période de marasme**, c'est-à-dire de **croissance moindre**: 3,2% en moyenne de 1973 à 1979, 1,2% de 1979 à 1985 (seul le Royaume-Uni faisait pire, jusqu'à la grande reprise de 1983). En 1975, pour la première fois depuis l'après-guerre, la production industrielle recula, mais il y eut une belle reprise industrielle en 1976; les difficultés recommencèrent à la fin de la décennie, mais l'essor du tertiaire permettait le maintien de taux de croissance positifs — cependant, ce mouvement de **désindustrialisation** inquiétait pour le long terme: le tertiaire, ce sont des services, non des produits tangibles, c'est du vent... La **balance commerciale**, sporadiquement déficitaire dans les années 1960 et au début des années 1970, le devint de manière permanente à partir de 1974 et jusqu'à la fin des années 1980; la **balance des paiements** fut elle aussi presque toujours déficitaire (sauf en 1975, 1978, 1979 et 1986)¹. On assista à une rapide **montée du chômage**: il passa de 2,6% des actifs en 1973 à 8,4% en 1981 et à 10,5% en 1986). Enfin, originalité de cette crise par rapport à celle des années 1930, **l'inflation** s'emballait: elle passa de 6,2% par an en 1970-1973, un chiffre déjà élevé, à 10,5% en 1973-1979 et à 9,6% en 1979-1985 — les plus mauvais chiffres du monde développé à l'exception de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

¹ La balance commerciale est le solde des achats et des ventes à l'étranger. La balance des paiements inclut toutes les autres formes d'échanges, financiers et monétaires notamment: elle correspond à l'ensemble constitué par la balance commerciale, la balance des invisibles (par exemple: le fret commercial; les grands travaux et la coopération technique; le tourisme; les revenus de la propriété intellectuelle) et la balance des capitaux.

1) Les causes du retournement.

Certaines des causes de la crise étaient purement conjoncturelles. Le laxisme exceptionnel dont les gouvernements avaient bien été obligés de faire preuve à la suite de la grave crise sociale de 1968 avait entraîné des tensions inflationnistes, exceptionnelles elles aussi, mais qui mirent les entreprises en difficulté: au moment où la crise arriva, elles devaient affronter de nouvelles dépenses liées aux avantages sociaux accordés aux accords Matignon. En 1976, une grave sécheresse induisit des dépenses supplémentaires; tout ceci se produisait, jusqu'en 1981, sur un fond d'affaiblissement progressif de la majorité au pouvoir, qui l'empêchait de gouverner avec rigueur — j'y reviendrai dans la sous-partie suivante.

D'autres causes étaient de nature structurelle. Extérieures d'abord: l'inexorable désorganisation du S.M.I. gênait les entreprises françaises — le dollar jouait au yo-yo. L'envolée du prix des matières premières, énergétiques notamment, déséquilibra les balances extérieures; or la modernisation de l'économie avait rendu le pays de plus en plus dépendant des matières premières importées, et vu le peu de ressources de l'Hexagone en la matière, il allait falloir vivre avec ce problème, quand même moins dramatique que celui des pays trop pauvres pour importer du pétrole. Il n'y avait pour ainsi dire pas d'hydrocarbures; les mines françaises de charbon et de fer, exploitées depuis un siècle (il fallait exploiter des veines de plus en plus profondes) et handicapées par la variété du relief (donc la taille relativement faible des bassins miniers), étaient de moins en moins rentables — tandis que l'on découvrait un peu partout, notamment sur le continent américain et en Australie, des gisements immenses et faciles d'accès, et que les prix des transports internationaux s'effondraient.

D'autre part, l'internationalisation de son économie, facteur de plus en plus essentiel de la croissance, plaçait la France, pays de taille moyenne et d'économie moyennement ouverte et, si j'ose dire, moyennement prospère, en porte-à-faux entre d'une part les grands pays développés (surtout la R.F.A., les États-Unis et le Japon), dont le marché intérieur était plus large, la production de très haute qualité et les grandes entreprises plus grandes, plus solides et plus internationalisées; et d'autre part les nouveaux pays industrialisés qui commençaient d'apparaître en Asie et (ceux-là ont été emportés par les crises des années 1980) en Amérique Latine, avec leurs produits rustiques, mais très bon marché, et leur main-d'œuvre travailleuse, mal payée, mal protégée et contente de l'être¹. Pour prendre trois exemples, l'automobile

¹ Comme les ouvriers français du XIXe siècle, elle échappait ainsi à la dureté de la condition paysanne. J'y reviens un peu plus bas.

française souffrait de la concurrence des pays développés (sous forme d'incapacité à exporter plutôt que de concurrence accrue à l'intérieur de nos frontières, car cette industrie était encore très protégée¹), tandis que le textile et la chaussure, deux industries anciennes où les rendements étaient bas et où les salaires des ouvriers entraient pour une part importante dans le prix de revient des produits, souffraient de la concurrence asiatique. La sidérurgie souffrait des deux: l'Amérique et le Japon produisaient des aciers d'excellente qualité, supérieurs à tout ce qu'on pouvait faire en France avec des usines déjà techniquement dépassées; la Corée et le Brésil, des aciers de qualité ordinaire à prix cassé.

Bref, un **recul de l'industrie** s'amorçait, processus sans doute inévitable dans un pays développé à la fin du XXe siècle; la tertiarisation de l'économie pouvait y répondre à long terme, mais il n'était pas évident qu'elle créerait autant d'emplois que l'industrie en perdait, et à court et moyen terme les frictions promettaient d'être terribles — comment reconverter un métallo quinquagénaire à un travail dans une agence de tourisme?

Un **effet "de fin de génération"** jouait aussi — je viens d'y faire allusion pour la sidérurgie. Un certain nombre d'entreprises qui avaient été modernisées juste après-guerre n'étaient plus "à la page" trente ans après: leur matériel avait vieilli, l'esprit d'entreprise de leurs dirigeants n'était plus ce qu'il avait été, elles n'investissaient et n'innovaient plus au même rythme: la productivité du capital diminuait. Du reste, les investissements étaient de moins en moins rentables (car les machines, les matières premières, l'achat d'un terrain et la construction de locaux coûtaient de plus en plus cher — effet de la modernisation, et de ce que le plus facile avait déjà été fait); de ce fait et du fait des problèmes liés à la gestion keynésienne de l'économie que j'évoquerai plus bas, la situation financière des entreprises se dégradait: leurs marges bénéficiaires s'érodaient, elles recouraient de plus en plus à l'emprunt et au crédit, ce qui alourdissait leurs charges financières: un cercle vicieux dont l'investissement ne pouvait que sortir perdant. Elles avaient tendance à rechercher le confort des situations acquises (notamment grâce à la sollicitude de l'État) plutôt que le risque, notamment celui que l'on prend à s'attaquer aux marchés extérieurs. Le processus de concentration se ralentissait. Tout cela n'eût pas été si grave cent ou cinquante ans auparavant, lorsque le rythme de la modernisation de l'économie mondiale était bien moins soutenu; mais désormais, face à la concurrence agressive des Asiatiques d'une part, au ralentissement de la consommation intérieure d'autre part, c'était inquiétant.

¹ À la fin des années 1970, le gouvernement Barre interdit carrément l'implantation d'une usine Ford sur le territoire français! Dans les années 1980, la Grande-Bretagne thatcherienne profita de ces raideurs; elle accueillit de nombreuses usines automobiles (et autres) américaines et japonaises, notamment dans ses régions les plus déprimées économiquement comme l'Irlande du nord: elle joua ainsi le rôle d'un cheval de Troie, ce qui força les autres pays d'Europe à mettre fin au protectionisme automobile, de toute façon condamné par l'ouverture croissante des économies.

En effet, la consommation avait commencé à montrer des signes de langueur dès avant le début de la crise économique, à cause de ce que j'ai appelé au chapitre 8 la **fin d'un cycle d'équipement** — concernant cette fois-ci non plus les infrastructures, mais les foyers. Les marchés de l'automobile, du meuble ou des appareils électro-ménagers étaient désormais des marchés de renouvellement et non d'équipement, c'est-à-dire que l'âge d'or s'achevait où tous les foyers s'équipaient de réfrigérateurs et d'automobiles, et où il n'y avait qu'à ouvrir une quincaillerie ou un garage pour faire des affaires, tandis que la régie Renault, maîtresse d'un marché en expansion rapide et largement captif, pouvait se permettre de se soucier fort peu de la qualité de ses produits: ainsi, en 1986, 66% des ménages étaient déjà équipés d'une machine à laver le linge, contre 3% en 1960. De plus en plus, il fallait convaincre les gens de renouveler leurs équipements, par exemple leur proposer des cuisines "intégrées", installer de nouveaux équipements sur les voitures (les premiers autoradios apparurent vers 1980), etc. Certes, cela faisait travailler les cabinets de publicité (plus généralement, la fin de ce cycle d'équipement des foyers est étroitement liée à la tertiarisation de l'économie: moins l'on vendait d'objets, plus in fallait vendre de services); mais cela coûtait de plus en plus cher et cela demandait un esprit d'initiative qui n'était pas la première caractéristique d'entreprises comme la régie Renault.

Les seules industries où l'innovation continuait à progresser assez vite pour que les marchés demeurent dynamiques étaient celles de la communication, mais les effets des innovations les plus décisives ne se firent sentir que dans les années 1980 (les C.D. commencèrent à remplacer les disques de vinyl en 1982; les magnétoscopes se popularisèrent dans les années 1980) et 1990 (avec l'explosion des ventes d'ordinateurs personnels, apparus eux aussi au début des années 1980). Par malheur, c'étaient des secteurs où l'innovation, et les gains les plus colossaux, se faisaient à l'étranger... Les fabricants d'électro-ménager lancèrent eux aussi de nouveaux produits, ou tentèrent d'élargir le marché de ceux qui existaient déjà, mais réservés à une clientèle fortunée, aux entreprises et aux collectivités: les congélateurs, les lave-vaisselle, plus tard (dans les années 1980) les fours à micro-ondes. La situation était moins catastrophique pour les entreprises françaises dans ce secteur-ci, grâce à des P.M.E. comme Mouliex et S.E.B.; mais la concurrence étrangère était quand même redoutable.

Surtout, on assistait à une **crise du modèle keynésien de gestion de l'économie**; comme nous le verrons plus bas en étudiant la politique conjoncturelle, cette crise ne fut perçue et analysée que tardivement, et ces analyses ne se traduisirent en actes qu'à partir de 1983, à la limite de votre programme. Les analyses rétrospectives qui suivent sont inspirées des économistes et des analystes néo-libéraux des années 1980; il va sans dire qu'elles sont

hautement politiques et ne font toujours pas l'objet d'un consensus, même aujourd'hui — globalement, l'État n'a pas à se mêler de produire est acceptée par l'opinion, celle qu'un excès de protection sociale finit par créer du chômage et de la pauvreté ne l'est pas.

Dès les années 1960, certains avaient fait remarquer que **la compétitivité des entreprises d'État n'était pas le premier souci des technocrates**, non plus que l'ouverture à la concurrence, française et surtout étrangère, des secteurs concernés; je viens d'évoquer le cas de la régie **Renault** dont le statut de "modèle social" coûtait fort cher au contribuable, car l'État passait son temps à la subventionner ou à éponger plus ou moins discrètement ses déficits (12 milliards de francs en 1984...), comme à l'acheteur sous forme d'un confort et d'une sécurité inférieures à celles des automobiles concurrentes: d'un point de vue technologique et du point de vue de la gestion, Renault était assez vite devenue un superbe contre-modèle... On peut évidemment toujours soutenir que le jeu en valait la chandelle (ainsi la nationalisation de fait de la sidérurgie en 1978 permit de retarder une grave crise sociale); mais en période de moindre prospérité, ce genre de "danseuses" coûtait cher à l'État — autant d'argent perdu pour la modernisation de l'économie, pour la mise à niveau du système d'enseignement, pour le traitement des problèmes sociaux, etc.; et il vint forcément un moment où, déficits publics aidant (liés entre autres à ces dépenses), il fallut affronter les réalités, dégraisser les effectifs pléthoriques de la Régie, fermer les usines sidérurgiques non rentables depuis vingt ans et en affronter, tardivement et dans l'improvisation, les conséquences sociales et autres.

Dans le même ordre d'idées, les **banques**, nationalisées ou non, s'étaient vues imposer, pour faciliter l'accès des Français à la consommation et à la propriété immobilière, des taux d'intérêt négatifs compte tenu de l'inflation (c'est-à-dire qu'elles perdaient de l'argent), et des investissements passablement risqués dans des pays en voie de développement sur lequel les gouvernements de l'époque pariaient pour des raisons fort politiques, comme le Brésil — sans parler du financement, à fonds franchement perdus, d'un certain nombre de dictatures africaines. D'autres entreprises, au contraire, se trouvaient promues au rang de vitrines technologiques porteuses de prestige politique, ce qui coûtait tout aussi cher dans l'espoir problématique d'une rentabilité à long terme: c'était le cas de **Concorde**. Contrairement aux espoirs et au discours des gouvernants et des technocrates, **le colbertisme n'arrangeait pas la compétitivité de notre économie**, entre autres parce qu'une part bien trop importante de l'effort de recherche-développement était dirigé vers les "grands projets", et que les retombées sur le reste de l'économie se faisaient attendre. Et puis il n'arrangeait pas l'ego des technocrates ni celui des ingénieurs: E.D.F., dont les prouesses techniques étaient indéniables, est demeurée célèbre pour avoir développé à la fois un terrible complexe de supériorité et, face aux problèmes d'opinion publique posés par le nucléaire (problèmes pourtant bien moins aigus qu'aujourd'hui), une culture du secret qui l'isolait parmi les grands acteurs économiques.

Le secteur où les effets négatifs du dirigisme d'État se firent le plus nettement sentir, dès les années 1960, fut celui de **l'informatique**. En 1964, pour des raisons d'économies budgétaires et parce qu'il était déjà occupé avec son propre plan calcul, l'État refusa d'aider Bull, la principale firme informatique française, ce qui la conduisit à se rapprocher de constructeurs américains, General Electric et Honeywell. Alors le gouvernement français, à coups de subventions ruineuses, s'efforça de lui susciter une concurrente "authentiquement française", la Compagnie internationale pour l'Informatique (C.I.I.¹), à laquelle, pour tout arranger, il fut interdit de collaborer avec les autres firmes informatiques européennes. En 1975, C.I.I., en faillite, fut rachetée par... Honeywell-Bull².

Les énarques qui géraient ces entreprises en serviteurs de l'État, nouvelle féodalité républicaine, n'avaient aucune culture de responsabilité économique: **c'étaient, par formation, des fonctionnaires et non des chefs d'entreprise**. La majorité d'entre eux étaient compétents, mais il y eut des exceptions spectaculaires et coûteuses, et surtout rarement sanctionnées, l'esprit de corps aidant. Ils avaient le réflexe d'obéir d'abord à leur ministère, dont d'ailleurs ils allaient promptement regagner le cabinet, avant de passer à la direction d'une autre entreprise — privée souvent: la pratique généralisée du "pantouflage", c'est-à-dire du passage des énarques, à un certain stade de leur carrière, à la direction d'entreprises privées (mieux rémunérée que la haute administration et le secteur public), jointe à l'extrême dépendance desdites entreprises privées envers les commandes, les aides et les arbitrages de l'État, aboutissait à **une extension de la culture technocratique** que je viens d'évoquer **à ce qui demeurait de secteur privé**, au détriment d'une vraie culture économique. C'était l'un des aspects de ce que l'on appelait pas encore l'"exception française": on avait, dans ces sphères, le plus grand mépris pour le capitalisme "archaïque" des pays anglo-saxons, condamné par l'Histoire, incapable notamment d'assurer le sacro-saint "service public". En attendant, les services rendus par les entreprises françaises, publiques ou privées, se dégradaient doucement: ceux des P.T.T., pour ne prendre qu'un exemple, étaient particulièrement calamiteux jusqu'à la fin des années 1970³.

¹ On lit "C — deux I".

² L'ensemble fut nationalisé en 1982, ce qui prouve que les gouvernements français, de quelque bord qu'ils fussent, avaient de la suite dans les idées, ou peut-être la rancune tenace.

Vers la fin des années 1960, des membres de la Délégation à l'Informatique, qui dépendait alors du Premier ministre, commencèrent à s'intéresser aux problèmes de connexion des ordinateurs, et notamment au réseau Arpanet, l'un des ancêtres d'Internet (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 6). En 1972, ils lancèrent le projet Cyclades, auquel très vite les P.T.T. commencèrent à s'intéresser, car la France avait un sérieux retard en matière de télécommunications. Ce programme aboutit à l'apparition du Minitel en 1982 — une énorme avancée à l'époque; mais le nationalisme de la technocratie française avait abouti à l'adoption d'une norme spécifique à la France, que même les autres pays de la C.E.E. n'utilisaient pas; aussi, dans les années 1980 et 1990, le Minitel fut incapable d'évoluer et notamment de s'adapter à l'essor d'Internet.

³ Il est vrai qu'ils se sont redressés spectaculairement dans les années 1980, alors que les télécommunications françaises demeuraient publiques: le minitel fut, en son temps (au début des années 1980), un fantastique progrès technologique; il préfigurait le succès d'Internet. Cela montre que la technocratie française était capable, à l'occasion, de beaux sursauts.

Avec la crise, la dépendance des entreprises privées s'accroît même envers l'**État-brancardier**¹. Parfois il y eut prise de contrôle direct pour éviter des faillites: ainsi, en 1978, la Caisse des Dépôts et Consignations devient actionnaire de Sacilor à 77%, et d'Usinor à 65%. Le plus souvent, les choses se firent par le jeu des minorités de blocage, du contrôle des conseils d'administration, des subventions, dans la plus pure tradition colbertiste: dans leurs bureaux, les hauts fonctionnaires jouaient plus que jamais au Meccano industriel, "restructuraient" les secteurs en difficulté ou au contraire les secteurs qu'on espérait "porteurs"...

L'histoire du groupe **Boussac** est emblématique. Ce vieil Empire textile qui faisait vivre le département des Vosges était en grande difficulté, à l'exception de quelques activités dont la maison de haute couture Dior. Lorsqu'il fit faillite en 1978, l'État interdit tout démantèlement, pour sauver les emplois du textile, et imposa des repreneurs, les frères Willot, dirigeants d'un autre groupe textile tout aussi mal en point, mais proches du ministre de l'Industrie, René Monory, lequel fit pression sur les banques pour qu'elles aidassent le boîteux et désormais siamois canard, et mit en place un "plan Vosges". Les frères Willot se dépêchèrent de restructurer le groupe de manière à pouvoir vendre les activités les plus rentables, notamment les haras, ce qui leur paya le rachat de Boussac. Puis, en 1981, ayant fait leur beurre, ils se déclarèrent insolvable; l'entreprise fut placée sous la tutelle d'un administrateur judiciaire, et le Trésor public assura directement les fins de mois. En 1982, l'État prit le groupe en location-gérance; il tenta de trouver des repreneurs, mais personne ne voulait d'un ensemble non rentable et qui se trouvait au cœur d'un maelström politique.

Finalement, en 1984, le financier Bernard Arnault racheta l'ensemble à prix cassé; profitant de l'affaiblissement de la gauche, puis de l'alternance politique de 1986, il licencia l'essentiel des effectifs employés dans le textile, avant de le vendre le reliquat au groupe Prouvost en 1988 — sauf les activités de luxe, les seules rentables, sur lesquelles il se recentra en rachetant L.V.M.H. à la même époque. Bref, l'actuelle prospérité des affaires de Bernard Arnaud a coûté fort cher au contribuable des années 1970 et 1980, sans pour autant sauver les Vosges de l'effondrement industriel; au contraire, dix ans avaient été perdus pour la reconversion des travailleurs.

Par ailleurs, le nombre de **fonctionnaires** augmentait rapidement: cela permit, notamment, d'améliorer le système scolaire et de ne pas laisser à l'abandon les régions les plus pauvres et les plus isolées, mais ces emplois non directement productifs coûtaient cher; trop

¹ L'expression est du sociologue Élie Cohen.

cher, commençaient à dire certains — même si, rétorquaient les keynésiens, c'étaient aussi des consommateurs.

La **productivité du travail diminuait**: c'est une expression savante, et qui tente de passer pour politiquement neutre, pour dire que **les conquêtes sociales** des années 1945 à 1968 **coûtaient de plus en plus cher à l'économie du pays**. Un travailleur français était mieux protégé contre les aléas de la vie qu'un travailleur américain, mais il coûtait beaucoup plus cher, c'est-à-dire que les produits qu'il fabriquaient coûtaient plus cher; et les acheteurs, français y compris, ne voyaient que la différence entre les prix des produits offerts à leur consommation — ou bien, à prix égal, la différence de qualité, ce qui revient au même. Pourtant, cette évolution n'avait rien d'automatique: la R.F.A. voisine était parvenue à mener de front la modernisation de son économie et la construction d'un système de protection sociale très efficace (voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 4); mais cela ne s'était fait que grâce à un sens aigu du consensus, à des syndicats profondément imprégnés de culture gestionnaire et très prudents dans leurs revendications, à un patronat moins arrogant et plus imprégné de culture économique que le patronat français, à un État plus discret et plus modeste, à une force de travail plus instruite et plus disciplinée, à un système éducatif plus tourné vers l'enseignement technique de haut niveau¹.

En France au contraire, on avait assisté progressivement à un durcissement et à **une "ossification" des mécanismes de régulation sociale**. Certes les syndicats avaient renoncé à la Révolution et accepté de participer à la gestion de l'économie capitaliste, mais ils le faisaient sur un mode bien plus conflictuel qu'en Allemagne, cherchant systématiquement à conquérir des positions de force par la grève ou la menace de grève, et refusant toute remise en cause des sacro-saints "avantages acquis", considérées comme des avancées sociales intangibles même lorsque l'on n'avait plus les moyens de les financer. Les patrons, irrités de cette attitude et vite fatigués des sacrifices demandés et de ce qu'ils percevaient comme une mise en tutelle du secteur privé par l'État, avaient pris l'habitude de s'opposer à peu près systématiquement aux propositions des syndicats lorsqu'ils en avaient les moyens; entre les deux, l'État naviguait à vue, mais toujours sur le mode dirigiste — en 1961, Michel Debré avait "recommandé" au C.N.P.F.², par lettre, un certain pourcentage annuel de hausse des salaires; en 1976, Raymond Barra cassa des hausses excessives accordées aux plus hauts revenus! Du coup, les avancées sociales s'étaient faites par à-coups, sans véritables négociations, au hasard des embardées de la situation politique (c'était particulièrement évident pour celles de 1968); en même temps, l'existence de nombreux mécanismes automatiques de compensation et d'indexation (par

¹ Cela dit, aujourd'hui (à la fin des années 1990) l'Allemagne réunifiée est de plus en plus confrontée aux mêmes maux.

² Le syndicat patronal, ancêtre du M.E.D.E.F.

exemple des salaires les plus bas sur les prix, ce que l'on appelle "l'échelle mobile" — il n'y a pas mieux pour entretenir l'inflation!) faisait que l'ensemble du système manquait de souplesse.

Surtout, **les avancées sociales s'étaient faites**, au moins à la fin de la période, **à un rythme plus rapide que la croissance de l'économie n'aurait dû le permettre**: pour parler comme Margaret Thatcher à la télévision britannique dans les années 1980, on avait dépensé de l'argent qu'on n'avait pas dans son porte-monnaie. **Les entreprises s'étaient vues demander des sacrifices de plus en plus grands**, en échange de la promesse d'une augmentation continue de la consommation. Mais justement, la consommation augmentait de moins en moins vite, malgré toutes les aides de l'État, et avec la montée du chômage, dans les années 1970 on demanda encore de nouveaux sacrifices aux entreprises. Ainsi dans de nombreux secteurs il était purement et simplement interdit de débaucher (ou fortement déconseillé, ce qui revenait à peu près au même vu la dépendance des entreprises privées envers l'État)... avec ce résultat que les entreprises les plus fragiles, faute d'avoir pu débaucher peu à peu, finissaient par faire faillite: elles déversaient alors d'un coup sur le marché du travail des masses de chômeurs pour lesquels rien n'avait été prévu, notamment en termes de reconversion, donc qui restaient plus longtemps au chômage, et qu'il fallait soutenir à grands frais, frais que les entreprises supportaient pour l'essentiel...

Berf, **la régulation keynésienne**, qui avait permis de réduire à presque rien le chômage en période de prospérité, **l'entretenait en période de crise**¹ — mais personne ne s'en rendait compte; les syndicats, qui représentaient les travailleurs et non les chômeurs, défendaient avec plus d'acharnement les acquis sociaux de ceux qui avaient conservé un emploi que l'emploi lui-même².

Enfin, les entreprises ne pouvant pas être pressurées à l'infini, **l'impôt** avait tendance à peser de plus en plus lourd sur les particuliers aussi, ce qui, malgré toute l'argumentation des

¹ Aux États-Unis, où il a toujours été très facile aux entreprises de débaucher, pratiquement toute la population a connu le chômage (et la pauvreté) à un moment ou à un autre de sa vie active: ce n'est d'ailleurs pas une honte, une tare comme en France, c'est un aléa normal de l'existence. Mais comme le marché du travail est infiniment plus souple, on retrouve très vite du travail, ce qui fait qu'au total les taux de chômage ont toujours été très inférieurs à ceux de la France, et que sur l'ensemble d'une vie il est probable que l'on vit mieux, au moins au plan psychologique, mais sans doute aussi au plan matériel. En d'autres termes, les travailleurs américains acceptent une très grande insécurité de l'emploi individuel, car globalement l'économie américaine crée assez d'emplois pour pallier cet inconvénient — et aussi, bien sûr, parce que le risque fait partie de la mentalité américaine. Quant à savoir si c'est à cause de la flexibilité du marché de l'emploi américain que beaucoup d'emplois s'y créent ou *en dépit* de celle-ci... la démonstration dépasse largement le cadre de ce chapitre.

² Eux-mêmes prétendaient défendre les deux à la fois, et niaient que des arbitrages fussent nécessaires: leur logique était que les avantages sociaux assuraient la croissance, donc l'emploi. Il n'empêche qu'on les accusait de plus en plus de se transformer en lobbys des privilégiés qui avaient conservé un emploi, des "inclus" — et notamment de ceux qui ne risquaient pas le chômage, les fonctionnaires et assimilés. Effectivement, les taux de syndicalisation s'effondraient dans le secteur privé, et les syndicats les plus combatifs étaient de plus en plus ceux du public et du para-public, qui bénéficiaient pleinement du système, notamment par le biais de la sécurité de l'emploi, dont la crise n'avait pas fait évoluer les mentalités.

jeynésiens sur la nécessaire redistribution de la richesse nationale, n'arrangeait ni la consommation, ni l'investissement, d'autant qu'une partie croissante de cette argent, au lieu d'être redistribuée, se perdait à nourrir le Béhémot étatique. Une partie des classes moyennes et des professions libérales commençait à rechigner sérieusement.

Ces maux, résumés ici à grands traits, sont on ne peut plus classiques: ce sont ceux de toute économie administrée et gérée en fonction d'objectifs en partie au moins non économiques. Ailleurs dans le cours, je fais à peu près les mêmes critiques au New Deal (voyez le cours sur les États-Unis, chapitre 3) et surtout à l'économie de l'U.R.S.S. (voyez le cours sur ce pays, chapitre 4); du reste, les néolibéraux, dans les années 1980, traitaient volontiers l'économie française, avec un zeste de mauvaise foi, de "seule réussite (relative) du modèle soviétique"... À l'époque, non seulement l'U.R.S.S. ne s'était pas encore effondrée, mais on sortait de trente ans de réussite de ce modèle économique, et il était difficile de comprendre que cette réussite était due à des circonstances exceptionnelles — en gros, la reconstruction, le rattrapage du retard de modernisation et d'ouverture au monde accumulé sous la IIIe République et l'accession rapide de la population à l'aisance matérielle.

Il n'est pas impossible, d'ailleurs, qu'il soit légitime de gérer une économie en fonction d'objectifs non économiques: l'économie n'est pas une fin en soi — ce qui ne veut pas dire qu'elle n'existe pas. Le problème, c'est que vers 1975 nos principaux concurrents avaient une autre vision des choses, que les Asiatiques notamment n'allaient certainement pas accepter de demeurer misérables pour permettre aux ouvriers français de vivre toujours mieux¹, et qu'il n'était pas possible

¹ *Note polémique:* la colonisation du monde par l'Occident au XIXe siècle peut être analysée comme une tentative réussie d'imposer à ce qui est aujourd'hui le tiers-monde un siècle de retard dans son industrialisation, ce siècle pendant lequel les populations de ce qui est aujourd'hui le monde développé se sont décisivement enrichies — je n'invente rien ici que Lénine n'ait dit voici bientôt un siècle. Aujourd'hui, le tiers-monde est indépendant, et il se bat, il travaille dur pour s'enrichir, avec les armes qui étaient celles de l'Europe au XIXe siècle — entre autres, des ouvriers mal payés (mais toujours mieux que dans l'agriculture traditionnelle), surexploités (mais il est toujours moins dur de travailler en usine que dans une rizière) et mal protégés des aléas de la vie (mais toujours mieux que voici une génération). Il ne s'agit pas de concurrence déloyale, ni de cynisme des classes dirigeantes locales, mais d'une stratégie de développement à long terme, la seule à avoir réussi à ce jour dans au moins une partie du monde, et globalement acceptée par les populations concernées, conscientes de se sacrifier pour que leurs enfants vivent mieux.

En particulier, je voudrais souligner que demander au tiers-monde de se mettre aujourd'hui à notre niveau en matière de protection sociale, c'est-à-dire de dépenser de l'argent qui n'a pas encore été gagné, donc notamment de renoncer à l'investissement à long terme, et d'abandonner son seul avantage comparatif dans la compétition mondiale (le faible prix de sa main-d'œuvre), c'est le condamner à la stagnation, et protéger l'ordre économique mondial actuel; c'est, au-delà de la démagogie des bons sentiments et d'un prétendu souci social, une forme particulièrement perverse de néo-colonialisme. Si nous voulons qu'aujourd'hui, alors que l'économie d'Amérique latine n'a pas encore connu son décollage, les enfants de Colombie ne travaillent plus, il faut les aider, leur transférer une partie substantielle de la richesse que nous avons accumulé depuis un siècle, et renoncer à une partie de notre confort douillet (le niveau de vie et de sécurité de nos chômeurs fait rêver les classes moyennes latino-américaines); sinon, il faut leur ficher la paix, car il vaut toujours mieux travailler en usine plutôt que de crever de faim sur une rizière ou se prostituer aux touristes

de résoudre ce problème en les recolonisant, ni en se repliant sur l'Hexagone — sauf à "décrocher" complètement par rapport aux autres grandes puissances, à s'endormir lentement dans un confort médiocre mais assuré¹, avec la garantie d'un réveil dramatique. La France, d'ailleurs, est une démocratie, et on voit mal comment les Français auraient pu voter durablement *contre* le développement économique: les mentalités et les soucis de la majeure partie de l'espèce humaine en cette fin du XXe siècle étant ce qu'elles sont, on ne pouvait sortir de la logique du développement qu'en sortant aussi de celle de la démocratie.

En tout cas, tout ceci coûtait très cher: les déficits budgétaires massifs, nécessaires pour remplir le porte-monnaie thatchérien, étaient couverts par des émissions de bons du Trésor ou par des avances de la Banque de France, méthodes hautement inflationnistes². Il est vrai qu'en bonne logique keynésienne une **inflation** modérée était une bonne chose pour la consommation (et aussi, ajoutaient les exportateurs, pour le commerce extérieur), donc pour la croissance; mais, dès les années 1960, elle était mal contrôlée, et dans les années 1970 elle à échappa à tout

occidentaux: nos arrières-grands-parents ont fait le même choix au XIXe siècle, cela s'appelle l'exode rural et l'industrialisation; le tiers-monde a le droit de faire ce choix, qui est à ce jour la seule voie prouvée vers le succès.

(À condition, bien entendu, que les efforts des travailleurs aboutisse à un développement réel et durable. Tout ce que je viens d'exposer ne peut déboucher sur le succès que si le pays est à peu près bien administré — libéralisme n'a jamais signifié loi de la jungle —, si les classes dirigeantes sont honnêtes, si les gens ne passent pas autant de temps à se battre qu'à travailler, etc. Le modèle de développement que je viens de défendre a réussi en Europe, mais échoué à ce jour en Amérique latine et, de manière particulièrement terrible, en Russie dès le début de ce siècle).

¹ *Autre note polémique:* un certain nombre de critiques de nature plus politique et morale qu'économique ont été adressées dans les années 1980 aux sociétés régulées par le pacte keynésien de croissance: elles aboutissent au développement d'une culture d'assistanat, la fainéantise y est érigée en système, elles découragent l'esprit d'entreprise dans le but explicite ou implicite, assumé ou non, d'imposer peu à peu, sans violence, la dictature de cet appareil politique « absolu, détaillé, prévoyant et doux » que Tocqueville avait prophétisé à la fin de *L'Ancien régime et la Révolution* (voyez au chapitre 1) et qu'Orwell avait décrit dans *1948*. Il s'agit, en fait, d'une autre manière de formuler ce que je viens de dire dans les paragraphes précédents, à partir d'une inquiétude de nature culturelle et non d'un constat économique; à titre personnel, il me semble qu'il n'est pas nécessaire de passer au plan moral ("le keynésianisme est mauvais"), car la démonstration économique suffit amplement (à long terme et dans ces circonstances normales, le keynésianisme est inefficace).

² *Note un peu technique, mais importante:* de manière plus globale, c'est la régulation keynésienne de l'économie qui explique la spécificité de la crise des années 1970 et 1980, la **stagflation** (c'est-à-dire la combinaison de la stagnation économique et de l'inflation). Avant 1945, dans les périodes de crise, ceux qu'elle touchait cessaient de consommer, ce qui faisait baisser l'offre; donc les producteurs étaient forcés de baisser leurs prix. Au total, la masse monétaire en circulation diminuait: c'était la *déflation*. Dans les années 1970 au contraire, la hausse continue des salaires et le maintien des transferts sociaux à des niveaux très élevés en période de crise permit aux chômeurs de continuer à consommer et à ceux qui avaient conservé du travail de voir leur niveau de vie continuer à progresser; mais les entreprises, prises à la gorge par lesdits transferts sociaux, n'avaient d'autre solution que d'augmenter les prix de leurs produits pour préserver leurs marges bénéficiaires, donc de provoquer de l'*inflation* — ce qui, au total, rongea le pouvoir d'achat des travailleurs comme des chômeurs: ainsi le fardeau de la crise économique était certes un peu mieux réparti que dans les années 1930, mais ce n'était qu'une consolation relative.

Comme je le signaler un peu plus bas dans le texte, **le cercle vicieux était entretenu par la faiblesse des gouvernants**, plus inquiets de paix sociale que de maîtrise de l'inflation, et lancés dans une course sans fin entre l'augmentation des salaires nominaux et des prestations sociales d'une part, l'emballement de la hausse des prix d'autre part. D'ailleurs, le financement des transferts sociaux par l'emprunt ou par l'endettement public, c'est aussi de la création monétaire, donc de l'inflation. En France, au moins, on sut éviter l'hyperinflation à l'israélienne ou à la sud-américaine, et même les taux italiens (17% en moyenne dans les années 1970), en grande partie parce que l'échelle mobile des salaires et des prestations sociales ne fut jamais généralisée.

contrôle, et finit par présenter plus d'inconvénients que d'avantage: elle rognait les effets de la hausse des salaires, elle faisait le désespoir des producteurs d'articles à prix fixés par l'État (les prix administrés avaient tendance à augmenter à un rythme inférieur à celui de l'inflation, ne fût-ce que parce qu'ils étaient actualisés *a posteriori*), ainsi que celui des prêteurs (nous retrouvons ici les banques) et des importateurs.

Quant aux consommateurs, leur pouvoir d'achat continuait à augmenter, même dans les années de crise (et largement à cause même de cette inflation, qui fit notamment que toute une génération devint propriétaire et se meubla à très bas prix)¹; mais il ne s'y retrouvaient plus, et en étaient fort mécontents: le fantasme de la cherté croissante de la vie était entretenu par la valse des étiquettes chez les commerçants, qui semblait annuler les hausses de salaires — en fait, les salaires réels augmentaient toujours, sauf pour les chômeurs, mais tout le monde se plaignait du contraire, au grand désarroi des gouvernements, toujours tentés de calmer ce mécontentement en relançant la course à la hausse des salaires nominaux, au désespoir des chefs d'entreprises. Plus grave pour l'économie du pays, **il était totalement impossible de connaître la rentabilité de l'investissement ou de l'épargne à long terme**: du coup, particuliers et entreprises, peu confiants dans les capacités de survie à long terme d'un équilibre aussi précaire, investissaient de moins en moins: les premiers préféraient consommer leurs revenus avant que l'inflation ne les mangeât, ce qui n'arrangeait pas l'épargne. Mais cette frénésie de consommation ne suffisait plus à assurer une croissance "keynésienne"; en revanche, faute d'un réservoir d'épargne suffisant où puiser, les entreprises avaient de plus en plus de mal à se moderniser.

2) Les politiques de lutte contre la crise de 1974 à 1986.

De 1974 à 1981, la droite en perte de vitesse multiplia les hésitations (les économistes parlent poliment de "gradualisme"). En juin 1974, avec six mois de retard sur le début des difficultés pour cause d'aléas politiques, il y eut un plan de "refroidissement" de l'économie, car la surchauffe guettait: le gouvernement resserra la budget, serra la vis en matière de fiscalité, raffermit le contrôle des prix, releva les taux d'escompte. Mais sur ces entrefaites la crise arriva: en septembre 1975, Jacques **Chirac tenta un plan de relance** classiquement keynésien: il donna un "coup de pouce" aux prestations sociales, abaissa les taux d'escompte et dégagea des crédits pour les entreprises. Ce fut un échec: la crise n'était décidément pas un accident conjoncturel, elle menaçait de durer; l'économie française était profondément malade et réclamait plus que des emplâtres.

¹ Le revenu national par habitant a augmenté de 4,1% l'an entre 1960 et 1973, de 1,3% de 1973 à 1982.

De septembre 1976 (quelques jours après son arrivée au pouvoir) à 1981, **Raymond Barre** tenta de faire avaler au pays la potion amère de l'"austérité": le maintien des "grands équilibres" (celui du budget et ceux des comptes extérieurs) même au prix d'une fiscalité encore alourdie; une monnaie forte, malgré la tentation des facilités de l'inflation, de la dévaluation et du repli protectionniste, toutes choses que certains chefs d'entreprises, ne voyant plus comment rétablir leur compétitivité, réclamaient à cœur et à cri. Le "meilleur économiste de France" tenta également de donner la priorité à la relance des investissements productifs, et de modérer la hausse de la masse salariale.

Mais, dans l'ensemble, **il se refusa à sortir des logiques keynésiennes** — de toute façon, il ne le pouvait pas, car sa majorité parlementaire était fragile et l'époque n'était pas spécialement aux poses libérales. Il maintint l'encadrement du crédit, rétabli en 1972, et qui devint permanent alors qu'avant la crise il n'était qu'occasionnel, en période de refroidissement de l'économie. Il mit quelque temps à se décider à libérer les prix, encore gelés pour quelques semaines fin 1976, et ne le fit qu'incomplètement; il tenta de proposer aux partenaires sociaux un "pacte national pour l'emploi" qui visait, en gros, à échanger une certaine protection des travailleurs face au chômage contre des baisses de pouvoir d'achat — mais les patrons ne voulurent pas entendre parler du premier volet de ce plan, ni les syndicats du second. Le rôle de l'État dans l'économie ne faisait que croître, tout comme les transferts sociaux, et les interventions dans la vie des entreprises (voyez un peu plus haut la saga Boussac, et rappelez-vous la nationalisation de fait de la sidérurgie en 1978); les problèmes liés à la lourdeur des transferts sociaux ne furent pas traités — ce n'était pas en période d'explosion du chômage qu'on risquait d'y arriver — ni même vraiment identifiés, ce qui était plus grave. Pourtant, ce furent dans ces années que Margaret Thatcher et Ronald Reagan arrivèrent au pouvoir, respectivement en 1979 et en janvier 1981: trop tard pour que la droite française, en pleine panique, pût s'en inspirer.

Dans l'ensemble, **Raymond Barre limita les dégâts dans le domaine monétaire et dans celui des comptes extérieurs**; il parvint même à redresser les marges de profit des entreprises. Mais **il échoua sur le plan de l'emploi**; l'inflation, sous contrôle, persistait cependant; les investissements restaient insuffisants, et la croissance s'obstinait à languir — en 1979-1980, le second choc pétrolier sonna le glas de la timide reprise des années 1976-1978, et des espoirs électoraux de la majorité.

La crise économique donna un regain de vigueur au Plan, mais son activité se réduisait désormais à la présentation d'une stratégie générale d'action en matière économique et sociale, une simple déclaration d'intentions, assortie de la définition de Programmes d'Action Prioritaires (les P.A.P., négociés par branches) qui se partageaient les crédits sur lesquels l'État s'engageait: bref, le Plan était devenu une

machine à subventions... Le huitième, prévu pour durer de 1980 à 1984, ne comprenait même plus d'indicateurs généraux chiffrés d'objectifs.

En 1981, les socialistes prétendirent essayer une politique économique complètement nouvelle, rompre radicalement avec les modes de gestion qui avaient été ceux de la majorité au pouvoir depuis 1958, et même préparer la sortie de la société capitaliste. En réalité, hommes de la génération d'après 1945, ils lancèrent **le plan de relance keynésienne** le plus ambitieux, le plus orthodoxe et le plus cohérent de l'après-guerre, classiquement financé par l'inflation et le déficit budgétaire. C'était le consensus de l'époque (il était en train d'être rompu dans les pays anglo-saxons, mais la France vivait selon d'autres rythmes politiques); **il n'y avait pas rupture avec les modes de pensée des générations précédentes**, mais continuité, exaspération en quelque sorte de la culture colbertiste-keynésienne qui régnait sans partage en France depuis la Libération.

Le discours en revanche avait changé: l'économie était le cadet des soucis de ce gouvernement. La gauche avait passé vingt-trois ans loin du pouvoir: elle n'avait guère l'habitude de gérer les contraintes économiques; comme je l'ai expliqué au chapitre 11, elle avait tendance à considérer que l'économie était un complot de la droite, et qu'elle était là pour faire "du social" sans se préoccuper du reste: il suffisait de prier saint Keynes et les dépenses se convertiraient miraculeusement en croissance économique. Nicole Questiaux, ministre des Affaires sociales en 1981, déclara en prenant possession de sa charge: « je ne serai pas le ministre des comptes ». Il fallait opérer une redistribution accélérée du revenu national, montrer plus de générosité envers les plus pauvres, développer la protection sociale, les entreprises suivraient; surtout, l'État devait exercer un contrôle accru sur le secteur privé, plus que jamais soupçonné d'agir sans tenir compte des intérêts de l'immense majorité de la population.

Il y eut de nouvelles **réformes sociales**, que j'ai présentées au chapitre 16 à cause de leur caractère politiquement sensible, mais dont la dimension économique, dans une logique keynésienne, ne doit pas être oubliée. Surtout, il y eut **un nouveau train de nationalisations**, le premier depuis 1945: c'était censé être "le socle du changement", celui-ci étant défini comme le passage d'une économie capitaliste à une économie "mixte". Il s'agissait non seulement de permettre la "régulation de la conjoncture" et d'assurer les "tâches d'intérêt général" (faire voler des Concorde?), mais aussi de permettre à la France, par des réformes de structures, de doter la France de sa "force de frappe industrielle", d'une série de "fers de lance industriels" — il était question en particulier d'une "politique des filiales", c'est-à-dire que l'État allait se substituer à la concurrence pour dégager des stratégies globales à long terme à l'échelle d'une branche entière.

Enfin, n'oubliez pas les objectifs sociaux. Le train de nationalisations concerna **l'ensemble du secteur bancaire**, à l'exception des plus petits établissements¹, et **neuf grandes firmes industrielles**: Usinor et Sacilor (dans le secteur de la sidérurgie)², la C.G.E. (électricité), Matra³ et Dassault (armements), Saint-Gobain (verre), Thomson-Brandt (mécanique légère), Pechiney-Ugine-Kuhlman et Rhône-Poulenc (chimie). Un peu plus tard dans la même année, ce fut le tour de Roussel-Uclaf (pharmacie)⁴ et de C.I.I.-Honeywell-Bull, leader du secteur informatique.

L'État contrôlait désormais le tiers du secteur industriel... Certains ministres, comme Jacques Delors, protestèrent contre le caractère inadapté de ces mesures qu'ils jugeaient trop brutales et trop coûteuses; mais c'étaient les promesses de la gauche, les espoirs et les attentes étaient trop importants pour qu'on pût revenir dessus.

Il y eut de brèves vellétés de retour à une planification un peu plus ambitieuse, mais dès 1982 les socialistes renouèrent avec les pratiques antérieures, relançant la régionalisation de Plan (dans le cadre de la décentralisation): on inventa les contrats de plan État-région, mais aussi les contrats de plan État-entreprise... La notion de planification avait définitivement disparu au profit d'actions ponctuelles ou locales de développement, sans projet global; le programme général du secrétariat d'État au Plan se réduisait désormais à un travail de réflexion et de prospective économique. Pour tout arranger, le secrétariat d'État au Plan, apparu en 1981, servait de "placard" à des hommes politiques en disgrâce: Michel Rocard en 1981-1984, puis Gaston Deferre.

Le malheur, c'était d'une part qu'**un plan de relance keynésien**, aussi bien monté fût-il, **ne pouvait remédier** profondément **à des problèmes liés** précisément en bonne partie **à l'essoufflement du modèle keynésien**: il ne fit que les aggraver et les mettre en évidence; d'autre part, que **la relance française arrivait complètement à contre-temps** par rapport aux politiques économiques suivies par nos principaux partenaires, qui tous, depuis deux ou trois ans et de manière plus ou moins spectaculaire, avaient choisi la voie du retour à une rigueur et à un libéralisme plus ou moins tempérés: les dépenses des États diminuaient, les privatisations se

¹ Soit 36 banques et deux compagnies financières.

² Nationalisée en fait dès novembre 1981 (et déjà sous le contrôle de l'État depuis 1978). L'argument à la base de cette nationalisation-ci était de type nationaliste: la sidérurgie était une "industrie clef" qu'il fallait absolument conserver, même à perte, pour assurer l'indépendance nationale. C'était aussi, selon Laurent Fabius, une "nationalisation-espoir" destinée à montrer que désormais l'État allait se préoccuper vraiment de l'industrie.

³ On en détacha la branche médias, notamment Hachette et Europe 1, pour ne pas prêter à des soupçons de distature.

⁴ La nationalisation avait été retardée par la forte participation de l'Allemand Höchst au capital de cette entreprise pharmaceutique.

multipliaient, partout l'inflation était en recul. Or on n'était plus au XIXe siècle: l'économie française était ouverte, il n'y avait même plus aucune barrière douanière avec la Grande-Bretagne, la R.F.A. ni l'Italie; le franc était convertible, et justement dans ces années le dollar s'envola (il dépassa brièvement les 10 F au milieu de la décennie!); les capitaux étaient de plus en plus volatils. La gauche avait parié sur une reprise presque immédiate de la croissance, en France, grâce aux mesures sociales prises par le gouvernement français. C'était une vision particulièrement archaïque des réalités — elle était déjà obsolète dans les années 1930 —: la crise était mondiale et, manque de chance, **1982 fut la pire année depuis 1973**, la seule année de récession à l'échelle de la planète, en bonne partie du fait de la restructuration à coups de hache des économies anglo-saxonnes, qui battait son plein.

Par ailleurs, prisonnière de son programme politique et des attentes d'un "peuple de gauche" à qui l'on avait expliqué que tout serait possible lorsque la "lumière" aurait succédé aux "ténèbres" (selon l'expression de l'ineffable Jack Lang), **la gauche appliqua son programme de manière raide et dogmatique**, ce qui lui ôta ses dernières chances de succès. L'embauche de deux cent mille fonctionnaires supplémentaires en 1981, avec pour seul objectif de faire baisser les chiffres du chômage et alors que l'État avait déjà engagé un nombre impressionnant de dépenses, était révélatrice d'une généreuse, mais dangereuse irresponsabilité. **Les nouvelles nationalisations n'avaient rien d'indispensable**, et, à deux exceptions près, **on les fit à 100%** alors qu'il aurait suffi de les faire à 51% ou même à 33%, minorité de blocage¹. Cela coûta 47,2 milliards de francs en indemnisations (au départ, elles ne devaient se monter qu'à 35,5 milliards, mais le Conseil constitutionnel obligea le gouvernement à les revoir à la hausse), auxquels il fallait ajouter six milliards correspondant à la dette de ces entreprises (à l'exception de la C.G.E., elles n'étaient pas vraiment en grande forme). Puis, entre 1982 et 1986, elles engloutirent 69 milliards d'investissements... et firent 62 milliards de pertes, sans résultats visibles sur les chiffres du chômage, ni même sur leur propre solidité: les technocrates des années 1980 se révélèrent ni meilleurs, ni pires que ceux des décennies précédentes — c'étaient les mêmes; et puis il leur était formellement interdit de débaucher. Les plus performantes, Saint-Gobain notamment, étaient ponctionnées au profit des autres, ce qui avait inévitablement des effets démobilisateurs sur leurs dirigeants.

Déjà en difficulté à cause de la crise, **les entreprises souffrirent beaucoup** de la hausse brutale des salaires et des prélèvements sociaux (ce fut pour elles l'équivalent d'un troisième choc pétrolier) et les répercutèrent sur leurs prix afin de maintenir leurs marges: du coup **l'inflation repartit** de plus belle, ce qui annula la hausse du niveau de vie censée accompagner les réformes sociales de 1981-1982, donc interdit à la croissance de reprendre par la

¹ On avait même étendu cette mesure aux banques nationalisées en 1945, lesquelles jusque-là admettaient jusque'à 25% de capitaux privés...

consommation, et découragea les prêteurs (notamment les banques), les propriétaires de logements, etc.; **le franc**, attaqué, **dut être dévalué deux fois** en 1981 et 1982, ce qui à court terme donnait un peu d'oxygène aux entreprises exportatrices, mais à moyen terme perturbait complètement les circuits commerciaux... et renchérisait les produits importés, pétrole moyen-oriental ou machines-outils allemandes. Certaines entreprises, en difficulté, débauchèrent malgré les obstacles (il fallait, et cela ne datait pas de 1981, une autorisation du gouvernement pour procéder à des licenciements!), ou firent faillite: **le chômage, au lieu de reculer, continua son expansion. Les capitaux quittaient le pays**, car les investisseurs étrangers et français n'avaient plus confiance: personne n'investit dans des entreprises qui risquent la nationalisation, dans un pays géré de manière imprévisible et globalement antiéconomique.

Par ailleurs, à partir du moment où la croissance n'était pas au rendez-vous, **les généreuses mesures sociales de 1981-1982 s'avéraient impossibles à financer. Les déficits publics se gonflèrent**, aussi bien celui du budget que ceux de la balance commerciale et de la balance des paiements. L'État, endetté et privé de ressources par l'aggravation de la situation économique (les rentrées fiscales diminuaient, les dépenses explosaient car il y avait plus de chômeurs), n'était plus en mesure d'aider les entreprises, encore moins d'embaucher des fonctionnaires.

Au bout de quelques mois, la situation économique était si dégradée qu'il fallut prendre des **mesures d'urgence**, essentiellement un blocage complet des prix et des salaires (de juin à octobre 1982), puis, un peu plus tard, un très sévère contrôle des changes: en particulier, l'usage des cartes de crédit à l'étranger fut sévèrement limité.

Les choses étaient claires: les chiffres n'étaient pas le résultat d'un complot des économistes de droite, ils existaient bien, et ils étaient désastreux. Un grand débat s'engagea alors au gouvernement et parmi ses conseillers: **fallait-il continuer dans la voie des réformes**, privilégier la lutte contre le chômage et les inégalités, accentuer la rupture avec la gestion capitaliste de l'économie, ce qui impliquait de laisser filer l'inflation, de quitter le S.M.E. et sans doute à terme la C.E.E., de se barricader derrière des tarifs douaniers élevés, et sans doute aussi de prendre des mesures autoritaires pour obliger le secteur privé à mettre fin à ce que certains qualifient de "sabotage" de l'expérience socialiste; en d'autres termes, choisir une voie à la brésilienne, voire à l'algérienne? **C'était, pour de vrai cette fois, changer de société**, mais dans des conditions extrêmement difficiles, car, se plaignait-on à gauche, les Français n'appelaient les socialistes au pouvoir qu'en période de crise; et avec le risque d'un désastre encore plus grand que celui de 1936-1937 — pas seulement du point de vue économique du reste (le souvenir de la catastrophe chilienne était encore frais), en tout cas une déconsidération définitive de la gauche aux yeux des Français. C'était difficile à envisager sans contrainte, dans le cadre d'un régime

démocratique: 48% des Français avaient quand même voté contre Mitterrand en 1981, et l'on commençait à s'apercevoir que parmi les 52% restants il y en avait un certain nombre qui avaient voté essentiellement contre V.G.E., mais qui n'étaient pas devenus pour autant des socialistes fanatiques... et puis la gauche française, militants communistes compris, était très attachée à la démocratie.

Fallait-il au contraire **accepter la "contrainte extérieure"**, mettre l'accent sur la lutte contre l'inflation, sur la modernisation et sur la rationalisation de l'appareil productif, sur l'assainissement de la situation financière, favoriser les entreprises, bref la gauche devait-elle devenir "gestionnaire"? C'était renoncer à la lutte contre le chômage et contre les inégalités sociales, au moins à court terme; c'était abandonner la perspective de changer la société, de "changer la vie"; et l'on risquait de désespérer le "peuple de gauche". C'était la voie de la raison, disaient certains; la voie de la trahison et de la défaite électorale assurée, disaient les autres.

Mitterrand hésita; il n'avait guère de culture économique, mais comme il était intelligent, il comprit les enjeux. Finalement, la France choisit de demeurer dans le camp de l'Occident et de la liberté économique: au printemps 1983, sous l'influence notamment de Jacques Delors et de Pierre Mauroy¹, et sans doute avant tout pour ne pas compromettre la construction européenne, le Président choisit ce que l'on appela pudiquement à l'époque **le tournant de la rigueur**. Il s'agissait en fait d'un virage à 180° dans la politique économique et sociale: c'était la fin de la gestion keynésienne de l'économie, et le (timide) début de l'ère du libéralisme. Il est important de souligner que **ce tournant majeur**, ce changement d'époque aussi important que le celui de 1945, **eut lieu sans alternance politique**: c'était normal, puisqu'il fallut pour cela une conversion de l'équipe au pouvoir.

Les socialistes changèrent à chaud de culture économique (ceux qui n'y parvinrent pas furent marginalisés: Nicole Questiaux démissionna), et se lancèrent dans une série de plans de rigueur que Raymond Barre n'eût pas désavoué dans les années 1970 (entre-temps, la droite française était devenue bien plus libérale que cela); dès 1984, ils désencadrèrent le crédit, ce que Barre n'avait pas osé faire. Mais la gauche restait la gauche, et il était difficile de se renier complètement à quelques mois de distance; aussi **les acquis de 1981 ne furent pas remis en cause**, et il n'y eut pas passage à un libéralisme pur et dur à l'anglo-saxonne, ni même à un libéralisme discret et modéré à l'allemande. Il n'était pas question notamment de toucher aux nationalisations de 1982, alors justement qu'elles avaient rompu le consensus qui régnait depuis

¹ Le premier représentait la compétence, mais guère l'engagement: il avait été conseiller de Georges Pompidou. Le second apportait la caution d'une partie de la "vieille gauche", puisqu'il venait de l'ancienne S.F.I.O. et maniait un discours politique très "jaurèssien".

1945 sur la place de l'État dans l'économie: mais justement, la droite s'était emparée du thème du "moins d'État", et la gauche n'allait quand même pas appliquer son programme à sa place avant même qu'elle ne gagnât les élections. En fait, comme la droite dans les années 1970, la gauche s'occupa de gérer le moins mal possible la situation existante, y compris les conséquences des bêtises de 1981-1982 qui se firent sentir jusqu'à la fin de la décennie, en tentant de limiter les souffrances (et le mécontentement) de ceux que la crise touchait le plus durement, et, parallèlement, de moderniser l'économie et de rétablir la compétitivité des entreprises.

En mars 1983, un premier "**plan de rigueur**" se solda, outre une nouvelle dévaluation (la troisième en deux ans), par un emprunt forcé destiné à reprendre le contrôle de la masse monétaire, et par d'autres mesures destinées à diminuer la consommation — notamment l'institution des premières contributions de solidarité. Il y en eut d'autres. L'État désormais cherchait à limiter ses dépenses, à maîtriser l'inflation (un succès: en 1986, elle était redescendue à 4% par an), et à rétablir l'équilibre des balances extérieures — en revanche, on avait provisoirement renoncé à celui du budget: la dette publique continuait à se gonfler à vive allure. Les prélèvements obligatoires aussi continuaient à augmenter. Quant au chômage, qui poursuivait son ascension, on ne parlait plus que d'un "traitement social" de ce fléau — une version moderne de la charité, par opposition au "traitement structurel" que la gauche avait promis en 1981. Par ailleurs le pouvoir d'achat des Français, brutalement libéré en 1981 (mais ces gains avaient très vite été mangés par l'inflation), diminuait, entre autres parce que pour lutter contre l'inflation la gauche avait choisi, courageusement, de désindexer la presque totalité des salaires.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la gauche ait perdu les élections de 1986; l'équipe suivante, du reste, au-delà d'un changement très net dans le discours, ne fit rien de très différent, à l'exception d'une première série de dénationalisations. Quel **bilan** peut-on dresser à cette date du poids de l'État dans l'économie? Il était plus puissant que jamais: le secteur public et parapublic employait six millions de personnes, dont 2.190.000 fonctionnaires au sens strict (1.060.000 pour le seul ministère de l'Éducation nationale — ces deux derniers chiffres datent de 1989); une dizaine de millions de personnes dépendaient directement, pour leurs ressources, du "secteur social" — retraités, chômeurs, boursiers. Vers 1986, les prélèvements fiscaux représentaient 45% du revenu national (contre 26,7% en 1949), dépensés ou redistribués par l'État (un record du monde, Suède exceptée); le budget social représentait 31% du P.I.B.

L'État persistait à contrôler une partie très importante de l'activité productrice; il s'agissait en partie, et c'était nouveau, non plus de "services publics" en position plus ou moins monopolistique, mais d'entreprises exposées à la concurrence, dans des secteurs pleinement "capitalistiques" où il fallait investir et emprunter pour survivre, et même quelques P.M.E. (des

filiales): bref, un métier nouveau pour l'État — encore que les énarques, au cours de leurs multiples pantouflages, en avaient déjà acquis la pratique. En 1982, les entreprises publiques réalisaient 17% du P.I.B. (contre 11% en 1981), 35% des investissements (contre 30,5%); elles employaient 11% de la population active (contre 8%); elles participaient au tiers des expostations et au quart des importations. Dans le secteur industriel, elles assuraient 16% de l'emploi en 1982, 20% en 1986 (car, pour des raisons politiques, elles avaient débauché beaucoup moins que les autres!), soit trois fois plus qu'en Suède et deux fois plus qu'en R.F.A. Dans le secteur financier l'État contrôlait 73,8% des dépôts et 68,9% des crédits en 1982, contre 63,7% et 55,7% en 1981.

Cette situation exceptionnelle, qui couronnait une évolution continue depuis les années 1930, **fut éphémère**: dès 1986, s'amorça la décrue du secteur public. Par ailleurs, **l'État était en passe de perdre une partie de ses pouvoirs de régulation** de l'économie, moins à cause des aléas de l'idéologie que de la poursuite de la construction européenne et de la décentralisation (encore que celle-ci avait plutôt multiplié les féodalités politiques locales). Depuis le milieu des années 1980, il n'est plus possible de fixer les prix administrativement, de distordre la concurrence par le biais d'aides privilégiant telle ou telle entreprise. Les prix ont été définitivement libérés en 1987, et le contrôle des changes a disparu en 1990...

II-L'évolution de quelques grands secteurs économiques.

A) L'agriculture.

La France, partant d'une situation d'archaïsme et de retard technique, est parvenue en trente-cinq ans à se construire **l'une des agricultures les plus performantes du monde développé**: la première de la C.E.E., et par ailleurs l'une des activités les plus nettement exportatrices (même s'il ne faut pas oublier qu'elle ne représentait plus que 3,5% du P.I.B. vers 1986 — mais en 1978, l'agriculture française était devenue la deuxième exportatrice mondiale, derrière l'agriculture américaine évidemment). Ce processus de modernisation s'est amorcé dans les années 1940-1950 et s'est accéléré dans les années 1960 et 1970. Il est dû en partie à l'action de l'État et des institutions européennes, mais aussi à des évolutions internes au monde agricole: des changements de mentalité, à relier directement aux progrès de l'intégration des paysans dans la société française (voyez le chapitre 17); et aussi tout simplement l'exode rural, qui a vidé les campagnes les moins productives et fait disparaître les exploitations les moins rentables.

Le nombre des exploitations et la population agricole ont été divisés par deux de 1955 à 1980. À cette date, il ne restait plus que 1.200.000 exploitants agricoles, dont 55% seulement à temps complet. Mais ils vivent mieux: **le revenu par travailleur agricole a triplé** dans la même période — il est vrai, je l'ai souligné au chapitre 17, que des problèmes nouveaux étaient apparus: le vieillissement des exploitants agricoles, l'endettement (dans les années 1980, il correspondait à 19% du capital agricole). Malheureusement, dans la seconde moitié des années 1970 le revenu agricole a commencé à montrer de nouveau des tendances à la baisse, à cause d'un phénomène de ciseaux (les intrants coûtaient plus cher, l'énergie entre autres; la surproduction faisait chuter les prix de vente, l'État et la C.E.E. n'arrivaient plus à financer la différence); dans les années 1980, il a franchement baissé, revenant au niveau de 1970. **La taille moyenne des exploitations agricoles a doublé**, toujours dans la même période 1955-1980; mais dans certaines régions comme le massif Central et le sud-ouest, la petite exploitation à la limite de la rentabilité est loin de n'être qu'un souvenir. En revanche, le nombre d'ouvriers agricoles a beaucoup baissé: dans les années 1980 ils ne représentaient plus que 10% de la main d'œuvre agricole.

Une véritable **révolution technologique** a eu lieu. Le recours aux engrais s'est beaucoup développé; la sélection des variétés et des espèces animales et végétales s'est généralisée (l'I.N.R.A. y a joué un grand rôle); la motorisation a beaucoup progressé — il n'y avait que 44.000 tracteurs en 1946, ce chiffre était passé à un million et demi en 1986 (soit plus d'un par exploitation), et les engins spécialisés se sont multipliés (semoirs, épandeurs, etc.). La **productivité** de l'agriculture a explosé: un actif agricole nourrissait 1,6 personnes en 1848, 4,2 en 1910, 10 en 1960, 30 en 1983! Tout ceci n'est pas sans rapport avec le **développement de l'enseignement agricole**: de plus en plus, la culture agricole est devenue une culture technique; la part de la tradition et des savoirs empiriques acquis "sur le tas" diminue. Du coup l'agriculture est devenue **un secteur de plus en plus capitalistique**: dans les années 1980, elle employait deux fois plus de capital que la sidérurgie proportionnellement à sa valeur ajoutée.

Dans l'ensemble, l'agriculture s'est de plus en plus intégrée au reste de l'économie; ce n'est plus une activité isolée dans ses archaïsmes, tournée vers l'autosuffisance; elle utilise beaucoup de produits industriels. L'**industrie agro-alimentaire** est puissante; parmi les grands groupes de ce secteur, qui occupait 10% de la main-d'œuvre industrielle vers 1986, on peut citer B.S.N. (aujourd'hui Danone), apparu en 1966, recentré sur l'agriculture (son métier d'origine était... le verre plat), sous l'impulsion notamment d'Antoine Riboud. Certaines unions de coopératives font très bonne figure dans le tableau, comme l'Union laitière normande; rien de commun, cependant, avec le complexe agro-industriel américain.

L'agriculture avait été négligée durant la reconstruction, par le plan Monnet notamment. Il y eut cependant en 1946 une importante **loi sur le fermage**, très favorable aux fermiers qu'elle assurait de leur maintien à vie sur l'exploitation. La rente foncière, étroitement encadrée, s'effondra: la terre perdit tout intérêt en tant que placement; en revanche la proportion de fermiers a recommencé à croître (de 30% des agriculteurs à 51% vers 1986), car ce mode de faire-valoir a l'avantage pour l'exploitant de ne pas immobiliser inutilement du capital. Ce fut dans les **années 1960** que l'État se décida à lancer une véritable **politique agricole**, centrée largement sur la modernisation des structures d'exploitation: c'était devenu nécessaire avec l'intégration à la C.E.E.; cela s'inscrivait également dans le cadre de la lutte contre le déficit du commerce extérieur, et dans les années gaullistes le souci de l'indépendance nationale n'y était pas étranger non plus.

La grande loi agricole de 1960-1962, due à Michel Debré et à Edgar Pisani¹, lança l'Indemnité viagère de Départ (**I.V.D.**), qui permit à des agriculteurs âgés de prendre une retraite bien méritée (les retraites agricoles sont très faibles, ce qui contribuait à maintenir les plus âgés en activité) et d'être remplacés par de plus jeunes, plus compétents et plus performants; elle a profité à plus de 700.000 personnes. La même loi encourageait les exploitants à se regrouper: elle lança notamment les Groupements agricoles d'Exploitation en Commun (**G.A.E.C.**) — le plus souvent, ces groupements associent des frères et sœurs ou des cousin(e)s, et servent à lutter contre les conséquences du morcellement au moment des successions². De la même époque³ datent les Sociétés d'Aménagement foncier et d'Établissement rural (**S.A.F.E.R.**), dont le rôle était de préempter les terres vacantes, de les réorganiser en exploitations rentables et de les revendre, et les Coopératives d'Utilisation de Matériel agricole (**C.U.M.A.**); par ailleurs, l'État encourageait les autres coopératives, qui acquièrent une grande puissance notamment en Bretagne (les traditions du syndicalisme catholique aidant) et dans le secteur de la viticulture, dans le Midi notamment. Quant au **remembrement**, "serpent de mer" des années 1920 et 1930, objet de la sollicitude du régime de Vichy (dont le décret en la matière, qui datait de 1941, fut validé en 1945), il fut relancé par deux décrets de 1963 et 1968, et devint massif: en 1986, il avait concerné 12,9 millions d'hectares, soit 40% de la S.A.U.⁴ — avec des variations importantes selon les régions: en Île-de-France, 90% de la S.A.U. avait été remembrée, mais seulement 3% en Corse.

Dès les années 1970, le remembrement soulevait l'ire des écologistes: ils soulignaient notamment que la disparition des haies dans les anciennes régions de

¹ Le second, ministre de l'agriculture de 1961 à 1966, "corrigea la copie" du premier. Parmi les autres "grands" ministres de l'Agriculture, retenez Jacques Chirac entre 1972 et 1974.

² En fait, c'est l'indice d'un échec: on en attendait davantage.

³ Pour les maniaques de dates: les S.A.F.E.R. datent d'août 1960, l'I.V.D. et les G.A.E.C., d'août 1962. Je n'ai pas trouvé la date des C.U.M.A. — ils datent d'avant 1962.

⁴ Surface agricole utile.

bocages, outre qu'elle portait atteinte aux paysages¹, asséchait la terre et se traduisait par la disparition des oiseaux et autres hôtes des buissons — toutes choses dont les paysans de l'époque, en pleine fièvre modernisatrice, se moquaient: engrais, pesticides et irrigation étaient censés résoudre tous les problèmes. Ce fut au début des années 1980 que les médias commencèrent à se préoccuper des problèmes de pollution agricole — les engrais et le lisier des élevages industriels de porcs et de volaille polluaient les rivières. Les paysans, entrés plus tard que les autres Français dans l'ère du productivisme, avaient du mal à s'en débarrasser alors que le reste de la population n'en supportait plus les effets pervers. Un autre problème que soulevaient les écologistes, sans pour l'instant être très écoutés, était celui de l'abandon des variétés et espèces locales au profit des sélections de l'I.N.R.A. En revanche, dès les années 1960 et 1970, il y avait eu des protestations, qui virèrent occasionnellement au scandale politique, autour du veau et du poulet aux hormones, dont les viandes finissaient par avoir à peu près la même absence de goût et réduisaient spectaculairement à la cuisson: c'étaient des productions formatées pour la consommation de masse, mais même les prolétaires refusaient de payer la modernisation à ce prix: la France reste la France, l'un des pays où il est le plus difficile de faire avaler n'importe quoi aux gens.

L'État subventionnait aussi l'achat de matériel agricole et détaxait le "carburant agricole"; depuis 1945, la Caisse nationale du Crédit agricole avait le monopole de la distribution des crédits bonifiés à l'agriculture. La politique régionale touchait de près l'agriculture par certains de ses aspects: ainsi l'aménagement du Rhône par la **C.N.R.** profita à l'agriculture rhôdanienne, notamment aux fruits et légumes; en revanche on peut rester sceptique quant aux succès de la So.Mi.Va.C., chargée de l'aménagement de la Corse — elle n'a réussi qu'à moderniser la plaine d'Aléria, encore est-ce essentiellement grâce à l'extermination des moustiques (au D.D.T.) par les Américains en 1943, puis à l'installation dans les années 1960 de rapatriés, anciens gros propriétaires dans les plaines côtières de l'Algérie, bien pourvus en capitaux malgré leurs déboires. **L'aide à l'agriculture de montagne** relevait plutôt de l'action sociale et de l'aménagement du territoire que de l'action économique proprement dite.

L'État s'occupait aussi de soutenir les prix: il fallait qu'ils baissent, pour les consommateurs (et pour l'industrie: moins on consommerait pour se nourrir, plus on achèterait de biens de consommation), mais pas trop et pas trop vite, pour les agriculteurs et pour les exportations. Dans la lignée de l'O.N.I.B. (restauré et étendu à toutes les céréales en 1945 sous le nom d'O.N.I.C.), la production de viande, de lait et de vin était étroitement encadrée par l'État

¹ C'est le moins grave; il faudrait d'ailleurs se demander de quand dataient exactement ces bocages — de moins de deux siècles dans certaines régions. Mais l'on idéalise toujours le paysage de son enfance...

depuis 1953 (pour les deux premiers) et 1961 (pour le vin); il revint à la gauche, qui connaissait ses classiques, d'explicitier la référence en 1982 en réorganisant l'ensemble sous la forme de cinq Offices (outre les trois secteurs susmentionnés, il en apparaissait un pour les fruits et légumes et un autre pour les plantes à parfums). Ce sont ces organismes qui ont posé les bases de la politique française des prix agricoles: intervention de l'État en cas de baisse des prix en-dessous du niveau dit "d'intervention", fixé à l'avance, dans le but de racheter, de stocker ou de vendre à l'étranger les excédents. Mais depuis les années 1970, c'est surtout à la Communauté européenne que revient la politique de soutien aux prix, trop coûteuse pour l'État.

En effet la C.E.E., dont la politique agricole commune (**P.A.C.**) avait été lancée en 1962, mais avait souffert de la mauvaise humeur gaullienne au milieu des années 1960, joua un rôle croissant à partir des années 1970; l'organisme européen spécialisé dans l'agriculture, apparu en 1970, s'appelle le Fond européen d'Orientation et de Garantie agricole (**F.E.O.G.A.**). Ce fut aussi dans les années 1970 que les négociations annuelles de Bruxelles commencèrent à intéresser les médias, et, du fait de leur caractère généralement laborieux, en reçurent le sobriquet de "marathons agricoles". Les droits de douane disparurent à l'intérieur de la Communauté tout en se renforçant à ses frontières au nom de la "préférence communautaire"; les contingentements aussi, sauf à titre provisoire en cas de crise (il demeurait des "clauses de sauvegarde"). Le F.E.O.G.A. soutenait les prix, notamment par le biais d'une politique de stockage (en jargon européen: d'"intervention") qui, au début des années 1980, dégénéra: des himalayes de viande et des océans de lait s'accumulaient...¹ Il fallut alors se décider à lutter contre la surproduction, mais les paysans subsistants, qu'on avait encouragés à s'endetter pour produire plus, ne l'entendirent pas de cette oreille; la popularité toute relative de la gauche dans les milieux paysans aidant, il y eut quelques années de fortes tensions, avec prise en otage d'automobilistes sur les autoroutes et saccage de bâtiments administratifs. L'État tenta de les désamorcer en multipliant les subventions et les aides.

Un autre problème était celui des **Montants comensatoires** monétaires (M.C.M.), un système de compensation, par un jeu de prélèvements et de subventions, des perturbations liées à l'instabilité monétaire intraeuropéenne, apparu en 1969 (à la suite de la dévaluation du franc). Pour avoir laissé les bureaucrates faire joujou librement durant quinze ans, on se retrouva, au début des années 1980, avec un système si complexe et si opaque qu'il fallut lancer une série de réformes, lesquelles, comme de bien entendu, ne firent que compliquer encore la situation —

¹ On avait préféré le soutien au prix, financé en dernière analyse par le consommateur, au soutien direct aux revenus qui est la règle aux États-Unis, dans le but de ne pas trop faire apparaître les agriculteurs européens comme des assistés. Le principal inconvénient, outre les dérives de la politique d'intervention, c'est que cela fausse les mécanismes du marché — c'est l'une des causes des conflits récurrents avec les États-Unis, les deux parties s'accusant mutuellement de concurrence déloyale. Je n'entre pas dans le détail de ces querelles formulées pour l'essentiel après 1980.

jusqu'à ce que dans les années 1990 on se décidât à démanteler l'ensemble, anachronique depuis que le S.M.E. fonctionnait à peu près.

Pour résumer, on peut écrire que durant vingt ans, de 1955 à 1975, il a été possible de mener de front à la fois la modernisation de l'agriculture et l'amélioration de la condition sociale des agriculteurs; mais qu'à partir de 1975 c'est devenu de plus en plus difficile — cependant, en ce domaine comme en bien d'autres, on a tardé à faire des choix clairs.

L'évolution de la production agricole ne passionne personne: qu'on me permette de l'expédier en quelques mots. La production de céréales augmenta, surtout celle de blé malgré la diminution des emblavures (les superficies plantées de blé); en revanche le maïs recula, en grande partie à cause de la concurrence américaine (contrairement au blé, spécialité du dynamique bassin parisien, le maïs était surtout cultivé dans le sud-ouest, région en retard). La pomme de terre aussi recula, ainsi que les vignobles de qualité courante qui se replièrent sur le Languedoc, tandis que les vins de qualité connaissaient un développement spectaculaire, reflet de l'augmentation du niveau de vie général. Les légumes, les fruits et les fleurs se sont beaucoup développés aussi, pour les mêmes raisons et parce que ces produits voyagent mal sur de longues distances (l'ère des importations de fleurs par avion n'était pas encore venue)¹; en ce qui concerne l'élevage, les bovins progressaient, ainsi que les porcs et les poulets (élevés de plus en plus industriellement, "hors sol", notamment en Bretagne); les troupeaux ovin et caprin, en recul, furent sauvés par la passion nationale pour le fromage.

Tout ceci, bien entendu, dans le cadre d'une grande **diversité régionale**: tandis que le Bassin parisien, la vallée du Rhône et les régions proches des villes se développaient et se modernisaient, les montagnes et le sud-ouest s'enfermaient dans le cycle infernal de la dépendance envers les aides et les subventions; la fin des années 1970 a représenté sans doute la pire période pour ces régions, car le tourisme rural n'était pas encore très développé et la mode des produits du terroir n'en était qu'à ses débuts.

B) L'énergie.

¹ J'ai vécu, dans la vallée du Rhône et sur les plateaux avoisinants, l'irrésistible ascension du kiwi, un fruit de lointaine origine chinoise (et non néo-zélandaise comme les publicitaires en ont imposé l'image), "inventé" par les sélectionneurs des années 1970 (les variétés traditionnelles ne dépassent pas la taille d'une noix!) et implanté dans quelques grandes exploitations de Corse au début des années 1970. Il a connu une fortune fulgurante, d'abord parce qu'il véhicule une image liée au soleil, à l'exotisme, que sa couleur est surprenante et décorative, etc.; ensuite, parce qu'il s'est très vite adapté aux climats tempérés, "remontant" vers le nord à la vitesse de plusieurs dizaines de kilomètres par an, d'autant que ce fruit artificiel a été "formaté" avec succès pour résister à peu près à tous les nuisibles: de ce fait, les prix se sont effondrés en quelques années.

À l'époque de la reconstruction et dans les années 1950, la priorité était encore au **charbon**, comme en témoignent notamment la nationalisation des Charbonnages de France en 1944, puis les premières étapes de la construction européenne avec la C.E.C.A. C'était une source d'énergie traditionnelle, et que la France possédait en abondance. Mais le charbon entama rapidement un déclin, d'abord relatif, puis absolu à partir des années 1960: le **pétrole** était plus pratique, moins polluant, moins cher; et puis les automobiles marchent au pétrole. Le premier plan de restructuration de l'industrie charbonnière date de 1960 (plan Jeanneney); ils se sont progressivement transformés en plans sociaux d'accompagnement des fermetures de puits — les seules périodes où l'on a assisté à des reprises d'exploitation ont été les années 1974-1975, à cause du premier choc pétrolier, et 1981-1982, à cause du second choc pétrolier et aussi pour des raisons sociales, à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

L'électricité est soit une énergie primaire (par exemple celle que l'on tire des barrages), soit une énergie secondaire produite par combustion de charbon ou d'hydrocarbures dans une centrale thermique. En 1945, l'**hydro-électricité** assurait à peu près la moitié de la production; mais l'aménagement des bassins fluviaux a touché ses limites au milieu des années 1950¹ (tout comme les capacités à limiter l'imprévisibilité de leur débit), et dans les années 1960 les **centrales thermiques** ont pris le dessus. Ce fut à la fin des années 1960 que l'électricité d'origine **nucléaire** fit son apparition; le programme nucléaire civil était un sous-produit du programme nucléaire militaire et de la volonté d'indépendance nationale, mise à mal par la dépendance en matière d'hydrocarbures². Mais malgré toutes les subventions, l'électricité

¹ Certains des plus gros barrages de France datent de l'après-guerre: Génissiat de 1948, Donzènes-Mondragon de 1952 — tous deux sur le Rhône.

N.B. L'équipement du Rhône en barrages, qui a commencé dans les années 1930 (avec la C.N.R.: voyez le chapitre 12) et s'est achevé dans les années 1960, a complètement bouleversé le paysage de la vallée entre Arles et Lyon, tant du fait de la destruction des milieux naturels périodiquement inondés (les "launes" comme on dit à Lyon: des bras de fleuve marécageux, paradis perdu des castors et des pêcheurs), du ralentissement du courant et de la disparition des rapides, que de l'installation sur les rives d'activités nouvelles, tant industrielles (la chimie au sud de Lyon, le nucléaire vers Montélimar dans les années 1950) qu'agricoles (les fruits et primeurs, sur d'anciennes terres inondables); enfin les agglomérations purent s'étendre sur des zones autrefois inconstructibles, et les barrages constituèrent autant de nouveaux points de passage. La Loire a échappé à ce triste destin, car sa vallée n'est pas un grand axe de communication et il n'y a pas de très grandes villes sur son cours: pour l'essentiel, elle est demeurée un fleuve libre.

² Le C.E.A. date d'octobre 1945. La première pile atomique française a été mise en route en 1948 à Saclay, dans un laboratoire expérimental. Les premières centrales ont été celles de Chinon, de Saint-Laurent des Eaux (dans le Val de Loire) et du Bugey (près de Lyon). La filière des surgénérateurs a été un échec: Phénix, surgénérateur expérimental, a commencé à fonctionner sur le site de Marcoule près de Montélimar en 1973, mais Superphénix, le premier surgénérateur de taille industrielle, n'a ouvert qu'en 1986, à cause de problèmes techniques et de l'opposition farouche d'une partie de l'opinion (voyez au chapitre 16). L'usine de La Hague, qui s'occupe notamment de retraiter les combustibles usés, a ouvert en 1967.

N.B. J'ai évoqué plus haut l'aspect agricole de l'aménagement du Rhône par la C.N.R.; l'aspect nucléaire en est essentiel également — les grands barrages servent à alimenter des centrales nucléaires, comme celle de Pierrelatte/Marcoule.

d'origine nucléaire n'est devenue compétitive qu'en 1975, avec l'envolée des prix du pétrole. C'est en 1982, avec la mise en service des centrales dont la construction avait été lancée par le "plan Messmer" au moment du premier choc pétrolier en 1974, que la part du nucléaire dans la production d'énergie est devenue majoritaire.

D'autres énergies "nouvelles" (la géothermie; l'énergie solaire; les bioénergies; l'énergie marémotrice, avec l'usine de La Rance, mise en service en 1966) ont fait l'objet de recherches et d'essais, en particulier dans les années 1970¹; mais la priorité accordée en haut lieu au nucléaire, pour des raisons en grande partie politiques, a freiné ces recherches, et la baisse des prix du pétrole à partir de 1985 est venue leur donner le coup de grâce.

Les **hydrocarbures** sont passés de 20% de la consommation en 1951, à 50% en 1965 (50% pour le pétrole seul en 1967) et à 70% en 1975, y compris bien sûr l'électricité produite dans les centrales thermiques fonctionnant au pétrole ("fuel" ou "fioul"). Pourtant, le pays est très dépendant: le gisement de gaz de Lacq (en Aquitaine), découvert en 1951 et mis en exploitation en 1957, s'est révélé décevant, et ceux de pétrole de Pechelbronn en Alsace (exploité depuis l'entre-deux-guerres, jusqu'en 1964), puis de Parentis dans les Landes (1954), encore davantage; quant aux gisements de Hassi Messaoud en Algérie, exploités depuis 1956, ils ont échappé à la France six ans après. En 1979, un grand plan de prospection a été lancé, mais il n'a abouti à rien. Face à ce problème de dépendance, le choix de la France, outre le développement du programme nucléaire (qui ne peut concerner le pétrole consommé par les automobiles), a été celui de la diversification, tant des fournisseurs que des hydrocarbures (le gaz a été avantagé par rapport au pétrole, il a l'avantage d'être moins polluant et aussi d'être nationalisé depuis 1945 — c'était lié aussi à nos rapports complexes avec l'Algérie, notre principal fournisseur de gaz naturel²). À la Compagnie française des Pétroles (Total) est venue s'ajouter en 1965 l'entreprise Elf, issue du regroupement de diverses entreprises (dont une s'appelait à l'origine: Essence et Lubrifiants français).

La **facture énergétique** n'a cessé d'augmenter, à cause bien sûr de l'explosion de la consommation énergétique — multipliée par 2,6 de 1951 à 1974. Cependant, dans les années 1950 et surtout dans les années 1960 une offre surabondante au niveau mondial a entraîné une baisse relative des prix — tant ceux du charbon que ceux des hydrocarbures. À partir de 1973, un renversement s'est produit dans l'offre, tandis que la demande continuait à augmenter — les tentatives giscardiennes d'économies d'énergie (une Agence nationale pour les Économies

¹ Un Comité Géothermie a vu le jour en 1974; il existait aussi un Commissariat à l'Énergie solaire, et un plan Carburol, pour les bioénergies, a été lancé en 1981.

² N.B. Le gaz naturel s'oppose au gaz industriel qui est un sous-produit de la houille; important au XIXe siècle notamment pour le chauffage urbain, ce n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir.

d'Énergie a vu le jour en 1974) ont été des échecs — le taux de couverture n'a que peu remonté, de 20,4% en 1973 à 27,4% en 1980. Aussi la facture énergétique a explosé à son tour.

C) L'industrie.

L'industrie a été **le moteur de la croissance durant les trente glorieuses**, période durant laquelle elle s'est nettement renforcée: vers 1970, elle contribuait pour 40% environ à la formation du P.I.B. **Depuis les années 1970** en revanche, on assiste à **une désindustrialisation de l'économie française** — et à un ralentissement des gains de **productivité**, passés de 6% par an en moyenne à la fin des années 1960 à 3% au début des années 1980. De même la **concentration** a eu tendance à s'accélérer jusque vers 1975, puis à se ralentir: la part des effectifs industriels employés dans des établissements de plus de 500 salariés est passée de 37% en 1962 à 45% en 1974, pour redescendre à 38% en 1983 (les entreprises de moins de 10 salariés sont exclus de ces statistiques). Il faut dire que les plus gros établissements, soit étaient dans des secteurs tôt touchés par les difficultés (comme la sidérurgie), soient souffraient d'inconvénients dus à leur taille, à moins que ladite taille ne fût justement l'indice d'une mauvaise gestion: au début des années 1970, le mammoth Renault employait 22.000 salariés dans son usine de Billancourt, la plus grosse de France... Avec la crise, ces entreprises ont fait appel davantage à la sous-traitance, gage de souplesse.

La concentration financière, en revanche, s'est accélérée: le capitalisme français s'est progressivement restructuré autour de grands groupes. Certains existaient, et dominaient leur secteur depuis l'avant-guerre (Péchiney depuis 1921, Rhône-Poulenc et Alstom depuis 1928); parmi ceux, nés bien avant 1945, qui ont "émergé" dans les années 1960, on peut citer Michelin et Peugeot. Les restructurations profondes ne font plus peur aux patrons: ainsi, en 1979, B.S.N. a abandonné son secteur d'origine, le verre plat, vendu à un groupe britannique. Mais les groupes industriels français n'ont cessé de se caractériser, par rapport à leurs concurrents allemands et anglo-saxons, par la faiblesse de leur capitalisation propre, et par le pouvoir qu'y exerce l'État, représenté à la plupart des conseils d'administration des grandes entreprises et qui, de toute façon, dès avant 1981 contrôlait largement les banques, elles aussi très présentes aux conseils d'administration.

Les entreprises publiques ont joué un rôle essentiel dans le secteur industriel durant toute la période: pensez par exemple à l'importance des décisions tarifaires prises par E.D.F. Ainsi en 1956, elle refusa d'accorder des prix de faveur aux industries grosse consommatrice: dès 1956, Péchiney commença à délocaliser sa production d'aluminium au Cameroun et aux

Pays-Bas, puis aux États-Unis, et concentra sa production en France sur un seul site (Saint-Jean de Maurienne). Pensez aussi aux conséquences industrielles du programme nucléaire; à l'importance des commandes de matériel de la S.N.C.F., de la R.A.T.P. et d'Air France (obligée, durant toutes les années 1960, de n'acheter que des Caravelle, le modèle français de moyen-courrier lancé en 1959).

Mais il y avait aussi une politique industrielle directe de l'État, extrêmement complexe: elle passait par le biais du "Meccano industriel" évoqué dans la première partie, des investissements publics, des bonifications d'intérêts, des déductions fiscales, du jeu complexe, quoique de plus en plus limité par les effets des accords du G.A.T.T. et de l'intégration européenne, sur les tarifs douaniers; sur l'aide à l'exportation enfin¹. . . L'État a joué aussi un rôle central dans le domaine de la recherche — la Direction générale à la Recherche scientifique et technique (**D.G.R.S.T.**), fondée en 1959 et directement rattachée au Premier ministre, assurait 70% des dépenses de recherche-développement entre 1959 et 1967, et encore 55% en 1980 — elle a contribué à les orienter principalement vers trois branches: la construction aéronautique et spatiale, le matériel électronique (sans succès), l'industrie pharmaceutique.

L'État a aussi agi dans le domaine industriel par le biais de l'**aménagement du territoire** — la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (D.A.T.A.R.) est apparue en 1963; les circonscriptions régionales, apparues en 1955, ont acquis beaucoup plus d'importance depuis la décentralisation de 1982². Dès les années 1960, il a tenté de rééquilibrer l'activité au profit de la moitié ouest du pays et au détriment de l'agglomération parisienne, de reconverter les régions mono-industrielles frappées de déclin, de valoriser les façades littorales à travers de grandes zones industrialo-portuaires (on peut citer ceux de Dunkerque et de Fos-sur-mer, ouverts respectivement en 1963 et en 1970, tous deux axés sur la sidérurgie et le raffinage des hydrocarbures). Les résultats ont été limités: l'automobile a commencé à quitter la région parisienne, mais ce sont essentiellement les périphéries du bassin parisien qui en ont profité (ainsi que la Bretagne, un peu, et quelques "technopôles" dont la plus prestigieuse est Sophia-Antipolis, lancée en 1969). Dans les années 1970, la crise a conduit à multiplier les zones de reconversion, y compris Fos et Dunkerque devenues non rentables: elles occupaient désormais l'essentiel de l'énergie et des crédits de la D.A.T.A.R.

Dans l'ensemble, l'industrie est demeurée concentrée dans le tiers nord-est du pays, la région parisienne a gardé la première place et la région lyonnaise, la deuxième. Elle a eu tendance à quitter les bassins miniers, les grands (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine) et surtout les

¹ Il existe un organisme d'État spécialisé dans l'aide aux banques pour les crédits d'exportation: la Banque française du Commerce extérieur (B.F.C.E.).

² Elles étaient 21 au départ; la Corse a été séparée de P.A.C.A. en 1970.

petits (notamment ceux du massif Central et des Pyrénées) pour se concentrer sur les littoraux et notamment à proximité des estuaires.

D) Les transports.

Les transports, l'un des secteurs les plus ravagés par le second conflit mondial, ont fait l'objet d'une sollicitude particulière depuis 1945; la France de ce point de vue avait des avantages (des réseaux anciens, denses et diversifiés) et des inconvénients (les transports sont trop centrés sur Paris — il n'y a guère été remédié dans la période correspondant à ce chapitre).

Les années de l'après-guerre ont été celles du **déclin du chemin de fer**, moins pratique que l'automobile: on n'a pas arrêté de fermer des lignes secondaires non rentables — dans l'indifférence croissante d'une population de mieux en mieux motorisée: le rythme s'est accéléré dans les années 1970, avant de se ralentir car il n'y a plus grand-chose à fermer. Le transport ferroviaire a décliné sous la concurrence des camions. Les efforts de modernisation de l'État, après l'électrification (menée dans les années 1940 et 1950¹), ont porté essentiellement sur le transport de voyageurs, qui offre une alternative à un réseau routier chroniquement engorgé: les métros et les trains de banlieue (à Paris, la ligne A du R.E.R. a été inaugurée en 1977); les liaisons entre les grandes villes — ce furent d'abord les "turbotrains", à partir de 1969, puis les T.G.V., lancés en 1977 (en période de crise pétrolière, on s'était rappelé que les trins consomment moins d'énergie que les voitures): la première ligne, qui relie Paris à Lyon, a été inaugurée en 1981. Les **voies d'eau** aussi ont été négligées: la voix des aménageurs du territoire n'a pas été écoutée, car les investissements sont vraiment trop importants — en particulier, la liaison Rhin-Rhône à grand gabarit, séculaire serpent de mer, n'a toujours pas été réalisée. En revanche, les **ports** ont été modernisés: ce fut en 1965 que l'État crée pour les principaux d'entre eux une structure particulière, les "ports autonomes", qu'il contrôle étroitement².

Ce fut sur le **réseau routier** que porta l'essentiel des efforts durant la période à votre programme — celle où un Président point trop bête, Pompidou, expliquait que les villes "devaient s'adapter à l'automobile"... Progressivement, le moindre chemin de fer a été goudronné. La première autoroute, celle de l'Ouest, a ouvert en 1951; une grande loi a été votée en avril 1955, les premiers tronçons autoroutiers construits en application de cette loi ont été ouverts en 1959. En 1969, le programme ayant pris trop de retard, on se décida, en s'inspirant la

¹ Elle ne s'est achevée que dans les années 1980.

² Il y en a six: Dunkerque, Rouen, Le Havre, Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux-Le Verdon et Marseille-Fos.

loi ferroviaire de 1842, à concéder les autoroutes françaises à des compagnies privées concessionnaires. Le résultat a été impressionnant en termes quantitatifs (on a fait face à l'explosion du nombre d'automobiles — encore que l'on pourrait se demander si ce n'est pas plutôt l'amélioration du réseau routier qui a provoqué une telle folie automobile...¹), parfois contestable en termes qualitatifs: je pense à ces villes de la vallée du Rhône défigurés pour longtemps par les autoroutes des années 1960, à commencer par Lyon, ravagée par l'A7 et un tunnel idiot, perpétuellement embouteillé, au-dessous de la colline de Fourvière. À Valence, la même A7 isole complètement le centre-ville du fleuve... Il faut dire que les commerçants, terrorisés à l'idée que les touristes n'allaient plus s'arrêter, avaient exigé le passage des autoroutes le plus près possible de leurs magasins: bel exemple des difficultés à visualiser une innovation! En revanche, le réseau des nationales a été relativement négligé; mais il faudrait faire preuve d'un lyrisme technocratique pour évoquer les grandes infrastructures liées au réseau routier: le pont de Tancarville (1969), le tunnel du mont Blanc...

Dans la deuxième moitié des années 1970, on a arrêté le ravage des centre-villes, les protestations ayant crû au rythme du trafic: ainsi Paris fut sauvée *in extremis* d'une deuxième voie sur berge, et d'un certain nombre d'autres fantaisies comme une autoroute au-dessus du canal Saint-Martin². Dans les années 1970, on a même vu apparaître les premiers quartiers piétonniers dans certains centre-villes... Par malheur, l'argent manquait pour réparer les bêtises des décennies précédentes (les périphériques autoroutiers de Lyon ne sont toujours pas terminés); et, les automobilistes étant aussi des électeurs, non concurrencés hors des villes par les victimes de leurs nuisances, à l'échelle nationale la primauté du réseau routier n'a jamais été sérieusement mis en cause.

Le **réseau aérien** a lui aussi fait l'objet de toutes les sollicitudes. En 1966, les lignes régionales ont été retirées à Air France et regroupées en une seconde compagnie nationale, Air Inter; les vols vers l'Afrique et le Pacifique ont été confiés à l'Union des Transports aériens (U.T.A.), créée en 1963. L'aéroport de Roissy a ouvert en 1974 (celui d'Orly doit dater de l'entre-deux-guerres, comme celui du Bourget, longtemps important, progressivement dépassé par sa trop grande proximité de l'agglomération parisienne).

E) Le secteur tertiaire.

¹ N.B. Le nombre de voitures est passé de 7 millions en 1964 à 17 en 1975 et 25 en 1988.

² Ce processus est allé bien plus loin chez nos voisins belges; du reste, on parle de "bruxellisation" d'une ville.

La tertiarisation de l'économie française est un phénomène qui remonte avant 1945; dans la période à votre programme, elle s'est accélérée, et encore davantage depuis la crise des années 1970. Le tertiaire a dépassé l'industrie en effectifs en 1954; il représente la majorité absolue des emplois depuis 1971.

Les **services aux particuliers** se sont beaucoup développés avec l'essor du niveau de vie: on peut prendre l'exemple des coiffeurs. Mais les **services aux entreprises** ont connu un développement encore plus rapide, à cause en partie de la complexité accrue des mécanismes économiques: on peut citer les cabinets juridiques et les agences de publicité (Publicis, qui date de l'entre-deux-guerres, a connu le succès après avoir été réorganisée par Marcel Bleustein-Blanchet en 1945). Enfin les **fonctionnaires** ont prospéré, du fait de la puissance de l'État.

Ces secteurs ont été profondément bouleversés: on peut prendre le cas du **commerce de détail** avec le développement du système de la franchise (les supermarchés Leclerc sont apparus en 1949), les premiers supermarchés de plus de 400 m² (à l enseigne des Docks de France, en 1957), puis les premiers hypermarchés (de marque Carrefour, en 1963¹), les premières grandes surfaces spécialisées (la F.N.A.C., en 1957²). La gestion des grandes surfaces n'a évidemment plus rien à voir avec celle des petites boutiques traditionnelles: elles réduisent au maximum leur stocks, se placent en position de force face aux vendeurs grâce à leurs centrales d'achat, placent systématiquement leurs recettes sur le marché des capitaux: c'est là-dessus qu'elles font leurs bénéfices. Les techniques de vente ont beaucoup évolué — songez que le libre-service n'est apparu qu'en 1948, dans les magasins Goulet-Tupin dans le XVIII^e arrondissement de Paris... Des secteurs anciens comme la vente par correspondance (V.P.C.), qui date du XIX^e siècle, ont su se moderniser et ont connu une croissance spectaculaire³. Les commerces indépendants sont en recul, malgré les mesures prises pour les protéger (depuis 1973, la loi Royer, votée sous la pression du C.I.D.-U.N.A.T.I. de Gérard Nicoud⁴, réglemente sévèrement l'ouverture des grandes surfaces): leur part dans les ventes de produits alimentaires est passée de 65% en 1970, à 30% en 1988.

On peut aussi évoquer le **tourisme**, qui est une activité ancienne (sur la côte d'Azur, il remonte au XVIII^e siècle — la promenade des Anglais, à Cannes, en porte la marque). Il s'est énormément développé avec l'augmentation non seulement du niveau de vie, mais aussi du temps libre, et ce dans toute l'Europe: 45% des Français partaient en vacances en 1969, 60% en 1986. Ce secteur nettement excédentaire, malgré l'essor des voyages à l'étranger depuis les années 1960, s'est industrialisé avec notamment l'apparition du club Méditerranée.

¹ L'entreprise Carrefour a été fondée en 1959. Un hypermarché est un supermarché de plus de 2.500 m².

² Le premier magasin vendait des appareils photographiques.

³ La Redoute date de 1922, les Trois Suisses de 1932.

⁴ Un mouvement de défense des petits commerçants, sans la dimension politique du poujadisme. J'y ai fait allusion au chapitre 16.

F) Le commerce extérieur.

Sur l'ensemble de la période, l'**essor** est spectaculaire: de 1950 à 1980, les exportations ont été multipliées par 9,1 et les importations par 11,4! Dans le même temps, le P.I.B. n'a été multiplié que par 4. De 1953 à 1987, le taux de croissance annuel moyen des exportations (en volume) s'est élevé à 7,3%; celui des importations, à 8,3%, pour une croissance annuelle moyenne du P.I.B. de 4,3%; la part du P.I.B. rapportée au commerce extérieur a doublé. Le phénomène, bien entendu, est mondial. Bref, la France a comblé son retard d'**intégration** aux échanges internationaux, elle est aujourd'hui plus intégrée dans le commerce international qu'en 1914 — sans pour autant avoir changé de rang: elle est revenue au quatrième, ayant été dépassée par la Japon au début des années 1960 et ayant à son tour dépassé la Grande-Bretagne dans les années 1970 —; le revers de la médaille, ce fut une **dépendance** croissante: un pays qui exporte 20% de son P.I.B. (vers 1985) ne peut se replier sur lui-même ni même mener une politique économique à contre-courant de celle de ses principaux partenaires, ce que les socialistes ont mis du temps à comprendre au début des années 1980.

Comme je l'ai signalé dans la première partie, les échanges extérieurs se sont détournés de la zone franc (33% du total en 1946; 10% en 1972) pour se tourner vers la C.E.E. (1946: 32%; 1972: 56%). La part des produits alimentaires dans les importations a dégringolé, tout comme celle des produits industriels de base; la part des biens de consommation et de produits énergétiques a augmenté. La part des produits alimentaires dans les exportations a augmenté; en revanche la position de la France comme pays exportateur de biens manufacturés s'est fragilisée — la France est passée du troisième au sixième rang mondial en la matière. Les services occupent une part croissante dans les échanges extérieurs: en 1960 ils correspondaient à 40% seulement des exportations de marchandises; mais le chiffre s'élevait à 60% en 1980 (il s'agit essentiellement d'exportations de capitaux et de flux liés au tourisme — N.B. vendre un café à un estivant allemand sur le boulevard Saint-Germain, c'est exporter un service!).

L'un des problèmes persistants de ce commerce international, c'est qu'il est **déséquilibré**. Il l'avait été dans les années de reconstruction, mais l'aide américaine épongeait les déficits, ce qui faisait que la balance des paiements était à peu près équilibrée (N.B. l'aide Marshall s'est prolongée, jusqu'à la fin des années 1950, par une aide militaire qui a eu les mêmes effets). Après une décennie d'accalmie (onze ans sur quinze d'excédent de la balance commerciale de

1959 à 1973¹), il l'est redevenu dans les années de crise (constamment pour la balance commerciale; sauf en 1975, 1978 et 1986 pour la balance des paiements), période de hausse des prix des matières premières, de difficultés industrielles mais d'essor continu de la consommation, d'où flambée des importations. La balance des invisibles, qui a toujours été positive depuis 1972 grâce essentiellement au tourisme et aux grands travaux réalisés à l'étranger par des firmes françaises (Bouygues!), a permis de limiter les dégâts.

G) La monnaie et les banques.

La politique monétaire, c'est d'abord, à l'extérieur, la **fixation du taux de change** de la monnaie. Depuis 1945, il n'a jamais été fixé par les marchés. De la Libération à l'intégration dans le système monétaire international (S.M.I.), laquelle, après divers ratages, ne s'est faite à titre définitif qu'en 1958, les taux étaient fixés par l'État, il n'y avait pas de marché des changes, les entreprises devaient demander des devises à la Banque de France lorsqu'elles en avaient besoin: bref, le franc n'était pas convertible. De 1958 à 1971, le franc est devenu convertible au sein du **S.M.I.**, un système de changes semi-fixes: l'État s'était engagé à défendre la parité de notre monnaie, dans les limites de la faible marge de fluctuation prévue par les accords de Bretton Woods. Enfin, depuis l'effondrement du S.M.I. (consommé en 1976 après diverses tentatives de replâtrage), le franc est demeuré convertible, et ses variations par rapport au dollar et au yen, notamment, obéissent à la loi du marché (bien entendu, la Banque de France intervient sans cesse sur le marché des changes, avec de gros moyens); mais, pour réduire les incertitudes, les gouvernements de cette époque ont décidé de l'intégrer à un système régional de changes semi-fixes, le système monétaire européen (S.M.E.). L'intégration, là encore, ne s'est pas faite sans mal: le **S.M.E.** date de 1972, mais le franc n'y est entré à titre définitif qu'en 1979.

On voit que le franc a eu du mal à se stabiliser à l'intérieur de ces deux systèmes. L'Histoire de la politique monétaire "extérieure" depuis 1945 est celle d'une série de **dévaluations**: seize au total, sauf erreurs, jusqu'en 1986 — en voici la liste complète: novembre 1944; décembre 1945; janvier 1948; octobre 1948; septembre 1949; août 1957; juillet 1958; décembre 1958; août 1969; janvier 1974 (première sortie du serpent monétaire); mars 1976 (deuxième sortie du serpent monétaire); mars 1979 (entrée dans le S.M.E.); octobre 1981; juin (?) 1982; mars 1983; juin (?) 1986. En d'autres termes, le franc n'a cessé de perdre de la valeur par rapport aux autres monnaies — et ce dans des proportions impressionnantes: entre 1945 et

¹ Mais seulement quatre ans d'excédents de la balance des paiements: l'exportation de services n'était pas encore l'un de nos points forts.

1986 **le franc a perdu les quatre-cinquièmes de sa valeur face au dollar et au mark**: le dollar valait 119 F (anciens) en décembre 1945, le mark valait 78 F à sa création en 1948. Face au florin néerlandais, la perte a été des six septièmes; face au franc suisse, de quatorze quinzièmes. Face à la livre sterling, elle n'a été "que" de la moitié. Seule exception, la lire s'est dévaluée de 6% face à notre monnaie. Les causes essentielles de cette perte de valeur ont été les suivantes: l'inflation, plus forte chez nous; le déséquilibre du commerce extérieur, qui a fait que des richesses ont quitté la France; le laxisme des gouvernements successifs, qui parfois ont préféré favoriser les exportations par la dévaluation plutôt que par l'abaissement des coûts de production, et qui jusqu'en 1983 ont à peu près toujours subordonné la politique monétaire à leurs objectifs keynésiens.

Mais la politique monétaire, c'est aussi la **maîtrise de la masse monétaire** à l'intérieur de nos frontières. C'est une tâche ardue et complexe, car ladite masse monétaire est formée d'éléments fort divers et dont l'État ne contrôle directement qu'une partie: les pièces de monnaie, les billets, les dépôts à vue (sur les comptes courants), les dépôts sur les divers livrets qui portent intérêt (par exemple les livrets A)¹, etc. Quand on fait un chèque ou une facture de carte bleue, on crée de la monnaie (elle est censée correspondre à une contrepartie sur le compte en banque, mais il n'en est pas ainsi lorsque nous sommes en déficit — et puis les banques ne débitent les factures de cartes bleues qu'à la fin du mois); emprunter, c'est aussi créer de la monnaie (s'endetter, c'est dépenser de l'argent que l'on n'a pas encore gagné)... Pour l'État, encourager ou limiter la fabrication de pièces et de billets, c'est facile; pour encourager ou limiter les dépôts, pour agir sur la quantité d'argent qui circule sous forme d'emprunts, on peut jouer sur les taux d'intérêts bancaires; pour encourager les gens à faire des chèques ou les en décourager, c'est-à-dire pour encourager ou décourager la consommation, on peut jouer par exemple sur les salaires, sur les transferts sociaux, sur les impôts, sur l'attractivité de l'épargne.

Par ailleurs, la France ne vivant pas en autarcie, de l'argent quitte le pays ou y entre: pour contrôler ces mouvements, on peut jouer sur les taux de change, et aussi, à nouveau, sur les taux d'intérêts et sur la fiscalité (elle peut être encourageante ou au contraire prohibitive pour les investissements étrangers en France); en période de contrôle des changes, les quantités que les gens ont le droit d'exporter sont limitées; et puis la "confiance" des investisseurs étrangers, facteur éminemment imprévisible, joue beaucoup. Les deux paragraphes qui précèdent ne prétendent pas être complets, mais seulement donner une idée de la complexité de la tâche.

¹ Les types de monnaie mentionnées jusqu'ici forment ce que les spécialistes appellent "l'agrégat monétaire M2".

Vous remarquez que l'un des enjeux essentiels est le contrôle des banques, les organismes dont le métier est de prêter, et qui contrôlent les dépôts. C'est pourquoi je traiterai en même temps politiques de gestion de la masse monétaire et politique bancaire.

À la Libération, l'État décida, dans l'esprit de l'époque, d'exercer **un contrôle de type administratif** sur la masse monétaire, ainsi que sur l'usage qui en était fait. Il n'était pas question de laisser jouer les lois du marché: dans l'esprit de l'époque, c'était à l'État d'assurer la transformation de l'épargne en investissements, en définissant les secteurs d'activité prioritaires. Pour ce contrôle, l'État disposait d'un instrument précieux: la Banque de France, nationalisée en décembre 1945, c'est-à-dire définitivement confisquée aux "deux cent familles" pour servir aux intérêts communs de la nation. Le contrôle se faisait par le système du **réescompte**: les banques qui avaient des besoins de liquidités (de monnaie) se refinançaient en mobilisant (c'est-à-dire en vendant) auprès de la Banque de France) des créances (c'est-à-dire des reconnaissances de dettes de leurs débiteurs — c'est leur richesse essentielle); la banque de France réescomptait (rachetait) ces créances à un taux fixé par l'État, et appelé escompte. Ce taux variait selon la quantité de créances que les banques mobilisaient: si elles en mobilisaient une quantité normale, elles étaient soumises à un taux normal; mais au-delà d'un certain "plafond", variable selon les types de créances, les taux devenaient prohibitifs (on parlait de taux "d'enfer" et "de superenfer") — ceci afin de décourager les banques de se procurer trop de liquidités: par ce biais, la Banque de France pouvait agir directement sur la masse monétaire. Ce qui était normal et ce qui ne l'était pas, l'État en jugeait selon ses objectifs du moment; c'était lui aussi qui fixait les taux.

En d'autres termes, les banques ne pouvaient vendre leur marchandise (les créances) qu'à un acheteur en situation de monopole, la Banque de France, dont le directeur était nommé en Conseil des ministres. Il n'y avait pas de marché interbancaires des créances (ce marché s'appelle le "marché monétaire", un terme qui prête à confusion); quant aux marchés internationaux des capitaux et à la Bourse, les entreprises françaises y avaient très peu accès. De plus, jusqu'en 1967 les banques étaient contraintes de détenir un pourcentage minimal de bons du Trésor (autrement dit des créances de l'État): ceci, afin qu'elles ne dépendissent par trop du secteur privé. Enfin, il leur était interdit de créer un nouveau guichet sans l'accord du Conseil du Crédit, un organisme où la voix de la Banque de France était prioritaire.

En revanche, le **crédit** n'était encadré qu'en période de "rigueur", par exemple au moment du plan Pinay (1953) ou du plan Giscard d'Estaing (1963); il est vrai que dans les autres périodes leur liberté d'action en la matière était fort limitée — quatre d'entre elles, et non des moindres, avaient été nationalisées à la Libération, les autres étaient plus ou moins forcées de s'aligner sur elles. Elles étaient d'ailleurs sévèrement contrôlées. La **distinction entre**

banques de dépôts et banques d'affaires, qui remontait au XIXe siècle (je l'explique au chapitre 8), et qui avait été institutionnalisée par le régime de Vichy en juin 1941, demeura inscrite dans la législation à la Libération.

Mais ce système administré se révéla trop rigide à partir des **années 1960**. Les ressources des banques d'affaires étaient trop limitées (ne pouvant accepter que des dépôts à long terme, elles n'avaient pas accès à la richesse de plus en plus prédominante que représentaient les liquidités des particuliers); les banques de dépôt, qui, elles, y avaient accès, par métier devaient privilégier les prêts à court terme aux entreprises par rapport au crédit aux particuliers, ce qui n'encourageait pas la consommation. Bref, le système était bon pour le XIXe siècle, une époque où la richesse était concentrée entre très peu de mains; il était inadapté à l'ère de la prospérité et de la consommation de masse, de la circulation rapide de l'argent. Un bon indice de ce retard: la monnaie scripturale ne représentait que 62% de la masse monétaire au début des années 1960, contre 80% à 90% dans les autres grands pays industrialisés. L'État palliait ces déficiences grâce à divers établissements financiers publics spécialisés comme le Crédit foncier et le Crédit agricole, qui distribuaient des prêts "bonifiés" c'est-à-dire à taux privilégiés, à différentes catégories bien précises de la population que l'État se proposait d'aider — par exemple les paysans pour le Crédit agricole. Même la Poste faisait office de banque: depuis 1919 elle gérait des comptes et émettait des chèques. Quant au système du réescompte, il manquait de souplesse et l'État avait de plus en plus de difficultés à mobiliser les sommes nécessaires à l'investissement. De plus, ces charges pesaient sur le budget.

En 1966-1967, sous l'impulsion de Jacques Delors, future figure du parti socialiste des années 1980, alors haut fonctionnaire sans affiliation politique, et sous le ministère de Michel Debré dont cet ensemble de décrets porte le nom, la politique de gestion de la masse monétaire et des banques prit un **virage libéral**. L'État suscita l'apparition d'**un véritable marché monétaire** (ou interbancaire): désormais, les banques qui avaient des surplus de trésorerie pouvaient prêter à celles qui avaient des déficits, à court terme (deux ans maximum). Le marché monétaire était ouvert aussi, entre autres, aux institutions financières privées, notamment les compagnies d'assurance, les caisses de retraite, etc. — mais pas encore aux entreprises ordinaires, ni aux particuliers. Bien entendu, la Banque de France intervenait continuellement sur ledit marché monétaire, puisqu'elle disposait elle-même de ressources importantes qu'elle pouvait prêter; mais c'était quand même un pas important sur la voie de la libéralisation: le réescompte déclina rapidement (autrement dit, le rôle de la Banque de France comme intrerlocuteur direct des autres banques dans un cadre fixé par l'État devint beaucoup plus modeste). La contrainte qui pesait sur les banques de détenir un pourcentage minimal de bons du Trésor fut remplacée par l'obligation de déposer une partie de leurs réserves sur un compte ouvert à la Banque de France — des capitaux gelés donc, toujours pour lutter contre l'inflation de la masse monétaire; mais le système était d'inspiration un peu moins étatiste.

Dans le secteur des **banques**, les décrets de 1966-1967 entamèrent le **décloisonnement** progressif de leurs activités (il ne fut consommé qu'en 1984); elles reçurent aussi le droit d'ouvrir librement de nouveaux guichets, et l'État n'encadrait plus la rémunération de l'épargne (en revanche, c'est de juillet 1967 que date l'interdiction de rémunérer les dépôts à vue). Les banques purent ainsi, sans distinction de métier d'origine, se substituer progressivement à l'État dans le financement des investissements des entreprises: la part du Trésor public dans la distribution de crédits à moyen et long termes passa de 35% en 1966 à 15% en 1973, et 2% en 1980. Surtout, dans les années qui suivirent la réforme, **les banques se ruèrent sur la clientèle des particuliers**: le nombre de guichets augmentait quatre fois plus vite que dans les décennies précédentes (il doubla de 1967 à 1973 — un slogan fameux de la B.N.P., lancé en 1970, illustrait bien cette mutation: "**Votre argent m'intéresse**"...). 30% seulement des Français possédaient un compte en banque en 1960: la proportion était de 97% en 1986. Les services offerts aux particuliers se modernisaient à grande allure: les premières cartes magnétiques (pour les retraits aux guichets automatiques) sont apparus en 1968; l'offre de crédit s'est beaucoup diversifiée!

Tout ceci, évidemment, joua un rôle essentiel dans l'essor de la consommation, qui s'accéléra à la fin des années 1960 et ne se ralentit que lentement et tardivement dans les années 1970... Dans les années 1970 la France entra, les entreprises comme les particuliers, dans ce qu'il est convenu d'appeler **une "économie d'endettement"**, caractérisée par l'importance de l'endettement des entreprises et des particuliers à l'égard des institutions financières et corrélativement l'importance des placements à vue et à court terme dans les banques et caisses d'épargne; par opposition aux "économies de marché" anglo-saxonnes et allemande où les entreprises se financent en émettant des titres sur les marchés et où les épargnants placent dans ces titres une grande partie de leurs disponibilités. (D'ailleurs, en Allemagne, les gens n'ont pas du tout la même "culture bancaire" qu'en France: les chèques sont rares, presque tous les paiements se font en liquide...²). Cela présentait quand même un inconvénient: s'endetter, je l'ai dit plus haut, c'est créer de la monnaie.

Avec la crise cependant, la libéralisation marqua le pas. Les réformes de 1966-1967 ne furent pas remises en causes; mais **l'État en revint à des logiques plus dirigistes**: ainsi, à partir de 1976, la Banque de France afficha des objectifs quantitatifs annuels portant sur le rythme de progression annuelle de la masse monétaire, et, pour les tenir, elle se mit à **encadrer le crédit en permanence** (voyez la première partie). Non seulement la concurrence ne

¹ C'est également des lendemains des réformes de 1966-1967 que date la mensualisation progressive des salaires (avant ils étaient parfois versés à la quinzaine ou à la semaine), et, un peu plus tard, leur versement obligatoire sur un compte bancaire ou postal... Avant, il était possible de se faire verser son salaire en liquide! Ceci pour illustrer combien notre environnement a changé en une génération...

² Merci à Vincent Lescaillez (khâgne, 1998-1999) pour cette remarque très fine... Tout le monde ne dort pas toujours en cours d'Histoire!

progressa guère dans le secteur bancaire, mais elle subit un rude coup avec la **nationalisation** de l'essentiel du secteur bancaire en 1982: la notion de marché monétaire n'avait plus de sens puisque les banques obéissaient toutes aux ordres du gouvernement!

Ce fut pour lutter contre l'économie d'endettement, dont les effets en matière d'inflation étaient désastreux, qu'**en 1985, le gouvernement socialiste** (observez au passage combien ces évolutions sont indépendantes des alternances politiques) **décida d'ouvrir franchement le marché monétaire**, mettant fin à l'"exception française" en matière financière. Désormais le marché monétaire n'était plus réservé aux banques et autres institutions financières, dont le faible nombre et les liens trop étroits avec l'État s'était révélés synonymes de mauvaise organisation de de cherté des services. L'ensemble des entreprises et des ménages y avaient accès — ces derniers, grâce aux organismes de placement collectif de l'épargne en valeurs mobilières. Les grandes entreprises pouvaient désormais sans problèmes placer ou lever des fonds sur le marché financier... lequel, par ailleurs, s'internationalisait à toute vitesse. Bref, la concurrence était désormais à peu près totale sur le marché des produits bancaires: l'ère de la toute-puissance de l'État était close. Cette situation est toujours en vigueur. Dans ces conditions, la nationalisation des banques devenait surréaliste: le gouvernement issu de l'alternance de 1986 entama la privatisation.

Mais le directeur de la **Banque de France** était toujours nommé en Conseil des ministres, et elle devait toujours statutairement appliquer la politique monétaire voulue par le gouvernement, notamment en matière de taux de change et aussi pour ce qui concerne les taux d'intérêt dits "de base" (en gros, ceux auxquels elle prête de l'argent aux autres banques — de nombreux autres taux s'alignent mécaniquement sur leurs variations), contrairement aux banques centrales américaine et allemande qui décident elles-mêmes de leur politique monétaire: c'était, jusqu'en 1995, l'une des plus belles traces en France de l'ancienne culture colbertiste.